

VISITE DE TRUMP À RIYAD

**Un contrat
d'armement
de 142
milliards \$**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mercredi 14 mai 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6443 - 22^e année

ALGÉRIE - SLOVÉNIE

Convergence totale sur tous les dossiers

La visite du président Tebboune en Slovaquie a été couronnée par l'adoption d'une déclaration commune qui pose les jalons d'une relation forte et exemplaire entre un État européen et un État africain.

► Plusieurs accords et mémorandums d'entente signés

► Le Forum d'affaires s'est réuni

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

UN RÉSEAU DE DROGUE
DÉMANTÉLÉ EN ESPAGNE



**Le Maroc
pointé
du doigt**

P 24

MANQUEMENTS DANS LA PRISE
EN CHARGE MÉDICALE

**Saihi déclare
une tolérance
zéro !**

P 4

L'ALGÉRIE PRÉOCCUPÉE
PAR LES AFFRONTEMENTS
ARMÉS EN LIBYE



**« Il faut
privilegier
le dialogue »**

P 2

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME BAZER SEKHRA - EL EULMA,
CET APRÈS-MIDI À 15H30

**Un quinté
équilibré**

P 21

ALLEL YAHIAOUI ET SES 47 ŒUVRES CINÉMATOGRAPHIQUES

L'Algérie vient de perdre un géant du cinéma

LIRE L'ARTICLE DE ZOUHIR MEBARKI EN P 19



Barrot se dote d'une secte

Le ministère des Affaires étrangères français que dirige Jean Noël Barrot, sort de ses missions. Il dispose de ce qu'il appelle « un réseau » pour recruter. Qui ? Des étrangers. Plus précisément des Algériens : « Les diplômés algériens de l'enseignement supérieur français, Les boursiers du gouvernement français ou personnes ayant effectué une mobilité dans le cadre d'un programme de recherche en France, Les étudiants algériens inscrits dans un établissement français, en France ou à l'étranger, Les personnes ayant suivi une formation non diplômante en France (hôtellerie, cuisine, langues etc), Les personnes ayant effectué un stage de longue durée en France, Les anciens élèves des Lycées français à l'étranger... ». Barrot appelle ça « un réseau ». En fait une véritable secte digne des francs-maçons. Ils appellent les Algériens répondant au profil cité plus haut

à « Rester connecté avec la France... pour découvrir les portraits (d'autres membres : entrepreneurs, chercheurs, artistes, sportifs etc.) devenus incontournables sur la scène internationale ». Il est question « d'accélérateur de carrière », de « réseau mondial », de « visibilité à l'international », « des talents pour changer le monde », etc. il faut être plombé de la tête pour ne pas comprendre les visées de Barrot avec cette secte. On savait que les ambassadeurs français en Algérie étaient des agents secrets.

Qu'une bonne partie de leur personnel de l'ambassade émergeait à la DGSI (direction générale de la sécurité intérieure française). Rien de nouveau puisque l'épisode des époux Turenge dans l'affaire du « Rainbow Warrior » à l'époque de Mitterrand est encore dans toutes les mémoires. Ce qu'il y a de nouveau c'est le recrutement en masse qui vise notre pays. Surtout en cette période de froid persistant entre la France et l'Algérie. La secte qui est présentée comme un réseau, dont on ne donnera pas le nom,

(qui) « offre à tous les anciens étudiants internationaux (sic) un outil d'une grande fiabilité. Son annuaire interactif permet à chacun de s'affilier au réseau et de se mettre en contact avec d'autres (membres).

Le site offre des espaces de discussion et des groupes thématiques qui permettent à chacun de rester au plus près de ses centres d'intérêts ». On ne peut pas être plus clair. D'ailleurs un lien sur google a été supprimé par « Erreur 404 : la page demandée n'existe pas, ou n'existe plus ou a été déplacée ».

N'y aurait-il pas une concurrence entre Barrot et Retailleau et ses agents déguisés en « diplomates » pour infiltrer notre pays d'une manière ou d'une autre ? En tout état de cause, toutes ces gesticulations des officiels français contre notre pays sont connues de nos services de sécurité. Les commentaires des milieux de l'extrême droite française autour du rappel historique de l'espion algérien Rachid Tabti, témoignent de l'efficacité de nos services de renseignements depuis des lustres. Devant le niveau d'excellence des Algériens en la matière, les Barrot et Retailleau font figure d'amateurs. Et ils le savent !

Zouhir Mebarki

L'ÉDITO

L'ALGÉRIE PRÉOCCUPÉE PAR LES AFFRONTEMENTS ARMÉS EN LIBYE

« Il faut privilégier le dialogue »

Bien que la situation sécuritaire et politique en Libye était loin d'être stable, en plus d'être fragilisée par les ingérences étrangères récurrentes, le pays voisin de l'Algérie a basculé, en l'espace d'une nuit, dans la violence armée.



Photo : DR

Les Libyens ont assisté, lundi, vers 21H00, à Abou Salim dans le sud de Tripoli, à des affrontements très violents, mettant aux prises des groupes armés rivaux qui ont employé l'arme lourde (mitrailleuses et lance-roquettes). Au cours de cette nuit qui marque une reprise des hostilités après plusieurs mois de paix fragile, le chef de l'Autorité de soutien à la stabilité, Abdelghani Gheniwa el-Kikli, à la tête de cet influent groupe armé basé dans le sud de Tripoli, a été tué, sur un total de six morts. Hier, le Centre de médecine d'urgence et de soutien a annoncé la récupération des 6 corps des personnes tuées sur les lieux d'affrontements, après la stabilisation de la situation dans la zone. Par ailleurs, la Compagnie nationale d'électricité a annoncé le rétablissement de l'électricité dans toutes les zones alimentées par la station Bab Al-Azizia, suite à une amélioration de la situation sécuritaire dans la zone entourant la station.

« SITUATION SOUS CONTRÔLE DU GUN »

Réagissant pour faire le point à ce sujet, le Gouverne-

ment d'union nationale (GUN) (autorité reconnue par la communauté internationale), dirigé par Abdel Hamid Dbeibah, a annoncé avoir repris le contrôle de la situation dans la zone où les affrontements ont éclaté. Cité par l'agence de presse libyenne (LANA), le ministère de la Défense du GUN a indiqué, dans un communiqué, que l'opération militaire s'était terminée « avec succès » et qu'il a donné des instructions pour achever son plan dans la région afin d'assurer « une sécurité et une stabilité durables ». Pour sa part, Dbeibah a souligné dans un message sur les réseaux sociaux, relayé par LANA, que « ce qui a été réalisé dans la capitale, Tripoli, confirme que les institutions légitimes sont capables de protéger la patrie et de préserver la dignité des citoyens (et) renforce également le principe selon lequel il n'y a pas de place en Libye en dehors des institutions de l'Etat, et pas d'autorité en dehors de la loi ».

De son côté, la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a, dans un communiqué publié à la nuit de lundi, et qui avait déjà diffusé quelques temps auparavant un appel à la « désescalade », s'est dite « alarmée par l'évolution de la situation marquée par d'intenses combats à l'arme lourde dans des zones civiles densément peuplées ». « La Mission appelle toutes les parties à cesser immédiatement les combats et à rétablir le calme, et rappelle à toutes les parties leur obligation de protéger les civils en toutes circonstances », a-t-elle dit.

« LES INTÉRÊTS DU PEUPLE LIBYEN DOIVENT PRIMER »

L'Algérie, un pays qui n'a jamais lésiné sur les moyens et les efforts diplomatiques pour œuvrer au rétablissement de la paix chez le voisin, est préoccupée par la reprise des hostilités. « L'Algérie suit avec une vive inquiétude et une profonde préoccupation la reprise des affrontements armés entre frères libyens

dans la ville de Tripoli, ayant entraîné des pertes en vies humaines et la déperdition des ressources de ce pays frère », indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. « A la lumière de ces développements graves, l'Algérie réitère son appel sincère et pressant à l'ensemble des frères libyens pour qu'ils s'engagent dans la voie du dialogue en tant que seule issue pour surmonter les différends, à faire preuve d'un sens élevé de responsabilité nationale et placer l'intérêt suprême du peuple libyen au-dessus de toute considération conjoncturelle ou calcul étroit », ajoute la même source. L'Algérie tient à affirmer que « la Libye, pays frère, a besoin, aujourd'hui plus que jamais, de l'unité de tous ses enfants et de leur réconciliation, loin de la division et de la discorde, afin de faire avancer le processus politique conduit sous l'égide des Nations Unies vers une solution tant attendue », conclut la même source.

F. Guellil

QUESTIONS PALESTINIENNE ET SAHRAOUIE

L'Iran salue la position de l'Algérie dans les fora internationaux

Le président de la commission des Affaires étrangères, de la coopération internationale et de la communauté nationale à l'étranger du Conseil de la nation, Mohamed Amroune, chargé par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a reçu, le président de groupe parlementaire d'amitié Iran-Algérie à l'Assemblée consultative islamique, Hassan Ghashghavi, a indiqué un communiqué de la chambre haute du Parlement. La rencontre a permis de passer en revue l'état et les perspectives des relations unissant l'Algérie et l'Iran, empreintes de « confiance, de coopération, de respect mutuel et de coordination des positions envers plusieurs questions régionales et internationales, notamment celles concernant les intérêts des pays musulmans ». Dans ce cadre, Amroune s'est félicité du « niveau appréciable » atteint par le rapprochement entre les deux pays qui partagent « une convergence de vues sur les causes justes dans le monde », soulignant, à ce propos, « la nécessité d'intensifier la coopération en vue de réaliser l'intérêt mutuel et de faire face aux défis auxquels sont confrontés les deux pays ». De son côté, Ghashghavi a exprimé « la fierté de son pays pour les relations solides qu'il entretient avec l'Algérie », faisant part, à cet égard, de « son admiration pour le processus de renouveau et de changement engagé par l'Algérie ». Il a également réaffirmé la volonté de son pays de « promouvoir et de renforcer les relations de coordination et de coopération bilatérales, afin d'atteindre un niveau élevé à la hauteur des potentialités des deux pays et de leur rôle sur les plans régional et international, répondant ainsi aux aspirations des peuples iraniens et algériens ». Par ailleurs, les deux parties ont évoqué les développements actuels au niveau international, régional et islamique, notamment la cause palestinienne. À ce propos, Ghashghavi a salué la « position ferme » de l'Algérie dans les fora internationaux en faveur des peuples qui luttent pour leur terre. S'agissant de la question sahraouie, Ghashghavi a affirmé que « la position de l'Iran, en conformité avec les résolutions onusiennes, converge avec celle de l'Algérie ».

Sarah O.

VISITE DU PRÉSIDENT TRUMP À RIYAD

Un contrat d'armement de 142 milliards \$

Les accords signés hier entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, à l'occasion de la visite du président américain, Donald Trump au Moyen-Orient, pour sa première tournée régionale de son deuxième mandat, commencent à Riyad, confirment les pronostics des médias à ce propos.

Après une série de discussions à Riyad, le président américain Donald Trump et le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane ont signé des accords dans les domaines de l'énergie, de la défense et des mines. Un accord d'armement de 142 milliards de dollars a été conclu entre les deux pays, le plus important de l'histoire. Le président Trump obtient un engagement historique envers l'investissement de 600 milliards de dollars de l'Arabie saoudite aux États-Unis. Selon la télévision saoudienne, Trump et Ben Salmane ont signé un accord de partenariat économique stratégique. La délégation qui accompagne le président Trump compte plus de 30 personnalités des plus grands hommes d'affaires américains. Le New York Times

avait affirmé que la visite de Donald Trump au Moyen-Orient, se concentrera sur « les accords commerciaux, et non sur la diplomatie et la grande stratégie ». Le journal a prédit que la visite impliquerait « une série de transactions financières que Trump présentera comme offrant des opportunités d'emploi aux travailleurs américains, plutôt qu'une grande stratégie ». La même source, rapportée par les médias locaux, a également cité Dennis Ross, qui avait été envoyé au Moyen-Orient sous les présidents démocrate et républicain, déclarant que cette visite « est davantage axée sur l'économie que sur la stratégie... L'accent et la priorité de Trump sont davantage sur le côté économique et financier ». Le New York Times a également noté que Donald Trump avait dit à ses conseillers, lors de la planification de la visite, qu'il « voulait annoncer des accords d'une valeur de plus de 1 000 milliards de dollars ». Par contre, « les objectifs de politique étrangère qui seront promus lors de cette visite, s'il y en a, ne sont pas clairs », ajoute le jour-

nal. Les observateurs notent que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar « gèrent des actifs estimés à des milliards de milliards de dollars dans le monde » et que « ces pays sont de plus en plus devenus des puissances diplomatiques et financières avec lesquelles il faut compter ». Pour les observateurs, l'objectif de Donald Trump est de montrer qu'il a atteint des résultats qui permettent d'améliorer la situation aux États-Unis. En même temps, il veut présenter la vision des États-Unis pour la région pour les prochaines années. Aujourd'hui, le président Trump rejoindra les dirigeants des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour le cinquième sommet Golfe-États-Unis à Riyad. Du côté de l'entité sioniste, les observateurs font constater que les dirigeants des monarchies arabes du Golfe se réunissent avec le président Trump en l'absence de Netanyahu qui poursuit sa démarche démentielle sous l'effet de la rage provoquée par l'opération Déluge d'Al Aqsa du 7 octobre 2023 et son impuissance à atteindre ses objectifs à

Ghaza. La presse sioniste, les familles des prisonniers, les anciens responsables militaires et politiques sionistes sont convaincus que Netanyahu a mis fin au rôle de Israël dans la région. Le président Trump a montré qu'il veut régler les conflits et veut réaliser des acquis, en fermant les dossiers qui font obstacle à ses projets dans la région. Il a entamé sa tournée, après l'accord conclu avec le Yemen, et les discussions "directes", selon Washington, avec la résistance armée palestinienne pour obtenir la libération de l'otage américano-israélien, Idan Alexander, et des négociations avec l'Iran, toujours en cours. Mais l'agression génocidaire de l'entité sioniste contre la population de Ghaza se poursuit depuis 18 mois. La résistance palestinienne continue d'empêcher l'entité sioniste d'atteindre ses objectifs. Hier, les Brigades Al Qassam ont annoncé la liquidation, le 11 mai, d'un soldat sioniste à l'est de la ville de Ghaza, après un affrontement avec une force du génie de l'armée sioniste.

M'hamed Rebah

ALGÉRIE - SLOVÉNIE

Convergence totale sur tous les dossiers

La visite du Président Tebboune en Slovaquie a été couronnée par l'adoption d'une déclaration commune qui pose les jalons d'une relation forte et exemplaire entre un État européen et un État africain.

La convergence est totale entre l'Algérie et la Slovaquie concernant tous les dossiers. Le président Abdelmadjid Tebboune a souligné ce fait, mardi à Ljubljana, (Slovaquie), dans une déclaration conjointe avec son homologue slovaque, Mme Nataša Pirc Musar, à l'issue des entretiens qu'ils ont eus. « À commencer par la migration clandestine, l'intelligence artificielle, le domaine spatial, l'eau et l'environnement », a-t-il précisé en soulignant que la voie "est ouverte pour l'établissement de relations fortes et exemplaires entre un État européen (la Slovaquie) et un État maghrébin et africain (l'Algérie)".

"La Slovaquie possède de nombreuses potentialités dont peuvent profiter nos jeunes", a soutenu le président de la République, affirmant que l'Algérie "est un pays fiable, et est disposée à satisfaire les besoins de la Slovaquie en gaz". Et d'ajouter : "notre pays ne peut être impacté par les changements futurs".

Le président de la République a tenu, à cette occasion, à saluer "les positions courageuses et honorables de la République de Slovaquie à l'égard de la question palestinienne", rappelant la Slovaquie comme État européen parmi d'autres qui ont reconnu l'État de Palestine courant de l'année 2024. "C'est un grand honneur et nous espérons qu'elle sera un exemple pour d'autres pays", a-t-il dit, saluant également ses positions concernant la question du Sahara occidental. Le président de la République a réitéré, à ce propos, son souhait de voir "les deux parties parvenir à une solution mutuellement acceptable sous la supervision des Nations unies, et qui consacre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination à travers l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination".



Ph: DR

PLUSIEURS ACCORDS ET MÉMORANDUMS D'ENTENTE SIGNÉS

Mardi, le président Tebboune s'est entretenu avec le Premier ministre slovaque, Robert Golob, au Palais de la Présidence de la République de Slovaquie. Le président Tebboune a procédé, avec le Premier ministre slovaque, à la signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente entre les deux pays, concernant la coopération dans plusieurs secteurs. Le président de la République et le Premier ministre slovaque ont procédé également à la signature d'une Déclaration commune entre l'Algérie et la Slovaquie. Lundi, le président Tebboune a eu, au Château de Brdo à Ljubljana, une rencontre cordiale avec la présidente de la République de Slovaquie, Mme Nataša Pirc Musar. Au cours de cette rencontre, la présidente de la République de Slovaquie a souhaité la bienvenue au président de la République. Lundi soir, le président Tebboune a visité le palais-musée de la région de Brdo, en Slovaquie, dont les salles et couloirs racontent l'histoire riche de ce pays et du défunt président yougoslave Josip Broz Tito. Le président Tebboune a clôturé sa visite du palais-musée en signant le livre d'or de cette forteresse historique située à Brdo.

Pour rappel, le président de la République est arrivé, lundi, à Ljubljana, à la tête d'une importante délégation ministérielle composée, notamment, du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, du ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, et de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi. La délégation comprend également le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, ainsi qu'un nombre important de chefs d'entreprises publiques opérant dans différents secteurs et des hommes d'affaires.

M'hamed Rebah

COOPÉRATION ET RELATIONS BILATÉRALES

Boughali s'entretient à Jakarta avec la présidente de la Chambre des représentants de la République d'Indonésie

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, s'est entretenu, hier, à Jakarta (Indonésie), avec la Présidente de la Chambre des représentants de la République d'Indonésie, Mme Puan Maharani, a indiqué un communiqué de l'Assemblée.

La rencontre a été, a précisé la même source, «une occasion pour passer en revue le niveau des relations bilatérales et les moyens de les promouvoir dans divers domaines, en insistant notamment sur la promotion de la coopération parlementaire et le renforcement de la coordination entre les deux pays dans différents fora au mieux des intérêts communs». Le président de l'APN a exprimé à l'occasion «son attachement à promouvoir la coopération parlementaire entre les deux pays à un niveau qui reflète la profondeur des liens historiques entre les deux pays», affirmant «la reconnaissance du peuple algérien du soutien de l'Indonésie lors de sa lutte contre le colonialisme», a souligné le communiqué. D'autre part, M. Boughali a fait savoir que «le renforcement de la coopération économique est une priorité majeure susceptible de donner une forte impulsion aux relations entre les deux pays». Dans ce contexte, le président de l'APN est revenu sur «les réformes profondes engagées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour passer d'une économie rentière à une économie de la connaissance et concourir à la création de la richesse, à la faveur d'un climat propice à l'investissement». De son côté, Mme Puan Maharani a affirmé «l'importance de promouvoir la coopération économique entre les deux pays», exprimant «sa pleine disponibilité à développer les relations parlementaires avec l'Algérie et à soutenir les efforts consentis par les deux pays pour établir des relations étroites et fructueuses». À noter que, la rencontre a également été une occasion pour «évoquer la cause palestinienne et la situation dramatique que vit le peuple palestinien», les deux pays ayant souligné «l'impératif de renforcer la coordination entre les Parlements des pays musulmans pour revendiquer un cessez-le-feu immédiat et acheminer les aides en urgence à la bande de Gaza», a conclu le communiqué.

L. Zeggane

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-SLOVÈNE

En quête de l'excellence économique

Le président Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier après-midi, avec son homologue slovaque, Mme Nataša Pirc Musar, l'ouverture des travaux du Forum d'affaires algéro-slovaque. Intervenant à cette occasion, le Président a appelé au renforcement de la coopération économiques et commerciale avec la Slovaquie, sachant que les deux pays partagent déjà des relations politiques excellentes.

« Il faut réaliser des relations économiques très solides avec la Slovaquie. Elles doivent être à la hauteur des relations politiques excellentes et de la compréhension mutuelle qui règne entre les deux pays », a indiqué le Président, réaffirmant «les liens très bons » entre les deux parties. A

ce titre, il a souligné que les relations dans le domaine économique « restent faibles ». Or, la coopération bilatérale « ne connaît aucune limite et doit s'étendre à tous les domaines, notamment l'intelligence artificielle, l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, l'eau, l'espace, les mines, sans oublier la concrétisation de projets communs dans l'industrie pharmaceutique ... », plaide le Président.

PAYS DÉSENETTÉ

Se voulant rassurant au sujet de la situation financière et économique nationale, en plus d'être un partenaire sûr et fiable, le Président a appelé que notre pays « est le seul en Afrique » à ne posséder aucune dette exté-

rieure », soulignant « ce qui constitue un indicateur fort de la solidité de son économie ».

Par la suite, il a relevé que l'Algérie entretient avec la Slovaquie des relations d'amitié « profondément enracinées » et qui date de l'époque où la Slovaquie faisait partie de la Yougoslavie.

« Nos relations politiques sont au beau fixe, mais les relations économiques demeurent faibles. Je ne suis pas satisfait du niveau des échanges commerciaux entre deux pays proches, qui œuvrent ensemble pour la liberté des peuples et partagent un riche patrimoine culturel enraciné dans l'histoire », a-t-il soutenu.

C'est d'autant plus que, « la Slovaquie est reconnue pour sa

puissance dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'industrie pharmaceutique, du dessalement de l'eau et des sciences spatiales », a ajouté le Président, faisant remarquer que le pays auquel il s'est rendu « est un exemple » à suivre.

ÉCHANGES ENTRE JEUNES ENTREPRENEURS

« J'ai pris l'engagement de maintenir le volume des échanges à un niveau élevé, ce qui repose sur les chefs d'entreprise et les opérateurs économiques des deux pays », a-t-il encore affirmé.

Par ailleurs, le président Tebboune qui accorde un intérêt majeur à l'innovation des jeunes et à l'économie de la connaissance dans le cadre de la diversi-

fication de l'économie nationale, a parlé de l'entrepreneuriat juvénile et des échanges possibles, dans ce domaine, entre l'Algérie et la Slovaquie.

En ce sens, il a relevé qu'« il était convenu des programmes d'échanges entre jeunes entrepreneurs dans les startups, sans aucune exception », soulignant que « l'Algérie est aujourd'hui la troisième économie africaine grâce à ses hommes, et nous aspirons à devenir la deuxième ». Pour ce faire, le Président a indiqué notre pays mise sur une jeunesse « instruite et ambitieuse ».

Et, partant du fait que la Slovaquie « est un pays de l'intelligence, la coopération avec l'Algérie ira très loin », a-t-il conclu.

Synthèse Farid Guellil

MANQUEMENTS DANS LA PRISE EN CHARGE MÉDICALE

Saihi déclare une tolérance zéro !

Étant au cœur même du système national de santé, le patient est dans son droit absolu à des prestations médicales et à une prise en charge de qualité.

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a assuré que l'approvisionnement régulier et stable des hôpitaux est une priorité absolue pour le secteur. Lors d'une réunion et d'évaluation qu'il a présidé consacrée à l'examen des mesures efficaces et pratiques pour le règlement des dettes des établissements publics de santé (EPS) liées à l'acquisition de médicaments, de sérums et de vaccins, Saihi a en outre signalé qu'aucune baisse de la qualité des prestations de santé offertes aux citoyens ni du niveau de prise en charge médicale des patients, ne sera tolérée. Après avoir écouté des exposés présentés par la directrice des finances et des moyens, le directeur général de la PCH et le directeur général de l'IPA, le ministre a souligné que « la situation de ces deux structures majeures en matière d'approvisionnement des établissements de santé en médicaments, dispositifs médicaux, vaccins et sérums, exige des mesures urgentes et effi-



caces ».

LES EPS APPELÉS À RÉGLER LEURS DETTES

Dans la même optique, Saihi a donné des instructions claires en vue de la mise à jour de la nomenclature budgétaire des établissements de santé, avec l'introduction de deux nouveaux articles dédiés à la prise en charge des dépenses en médicaments et dispositifs médicaux de la PCH, ainsi que des vaccins et sérums de l'IP. Le ministre a également enjoint aux gestionnaires des établissements de santé, « d'élaborer un état des lieux en vue du règlement des dettes accumulées, selon un calendrier précis au plus tard le 30 juin, en tenant compte des moyens

financiers de chaque établissement, et ce sans nuire au processus d'approvisionnement ni à sa continuité ». Lors de la même réunion, le ministre a appelé à « renforcer la coordination entre les établissements publics de santé, d'une part, et les organismes d'approvisionnement, d'autre part, à savoir la PCH et l'IPA, et ce en améliorant les mécanismes de gestion et de suivi financier, et en consolidant l'efficacité des systèmes de contrôle interne ». A ce titre, le ministre a souligné « l'importance de rationaliser les dépenses et d'orienter les budgets en fonction des priorités sanitaires effectives, tout en activant les mécanismes de suivi et d'évaluation continus, à l'effet de limiter les dysfonc-

tionnements et d'améliorer la transparence dans la gestion des ressources ». Dans le même contexte, le ministre a ordonné d'« accompagner les établissements de santé dans le processus de règlement des dettes, en leur fournissant l'appui technique nécessaire avant la fin de l'année en cours, que ce soit à travers l'affectation d'enveloppes budgétaires spécifiques ou la création de ressources supplémentaires dédiées à cet objectif ». A cette occasion, Saihi a appelé à « la conjugaison des efforts de tous les acteurs du secteur et à faire preuve d'un esprit de responsabilité partagé, à même d'assurer la stabilité et la pérennité du système national de santé.

Ania N

COLLOQUE INTERNATIONAL À BÉJAÏA SUR LES CRIMES COLONIAUX DE LA FRANCE

Appel à la reconnaissance des massacres du 8 mai 45

Les travaux du Colloque international sur les crimes de la France coloniale en Afrique, organisé à l'université de Béjaïa, ont pris fin par un appel à la reconnaissance des massacres de masse commis par la colonisation française à Sétif, Guelma, Kherata et dans toute la région du Nord constantinois le 8 mai 1945. L'appel est motivé par « le sentiment d'horreur qu'inspirent ces faits et leur reconnaissance insuffisante par l'État français qui en a eu la responsabilité », est-il précisé. Les

signataires de l'appel (Algériens, Français, Sénégalais, Camerounais, Malgaches, Britanniques et Américains) ont évoqué « le contexte de ces massacres, coïncidant avec une tentative française de reconstituer son empire colonial en contradiction avec le mouvement des peuples à affirmer leur droit à disposer d'eux même ». Cependant, et en dépit des tentatives des autorités françaises qui font explicitement référence à cette page de l'histoire coloniale, « il reste beaucoup de chemin à faire »,

est-il écrit dans l'appel qui met le doigt sur le silence entretenu autour de la reconnaissance de la responsabilité de l'État français dans ces massacres. Les rédacteurs de l'appel ont mis en exergue la déclaration du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a réaffirmé que « l'Algérie ne saurait, en aucun cas, accepter à ce que le dossier de la mémoire soit relégué à l'oubli et au déni », appelant à « la reconnaissance officielle de la responsabilité française dans ce crime, d'en prévoir la réparation et

l'ouverture totale des archives y afférentes ». La même source a ajouté, « nous sommes convaincus que la reconnaissance des faits est un impératif moral ». À noter que, parmi les signataires de l'appel, figurent d'éminentes personnalités académiques dont Gilles Manceiron et Alain Ruscio (France), Benjamin Claude Brower (USA), Cheikh Sakho (Sénégal), Ferdinand Marcial Nna (Cameroun), William Galois (grande Bretagne) et une pléiade d'universitaires et de chercheurs nationaux.

L. Zeggane

PRISE EN CHARGE DES TRAVAILLEURS

Mouloudji reçoit le SG de l'UGTA

Dans le cadre du renforcement du dialogue avec le partenaire social et de la prise en charge des préoccupations et aspirations des travailleurs exprimées à travers la Centrale syndicale, une rencontre s'est tenue entre la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji et le Secrétaire général (SG) de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout. À cette occasion, la ministre a salué « le rôle important et historique de l'UGTA dans l'unification des rangs de la classe ouvrière algérienne et la défense des intérêts socio-professionnels

des travailleurs », se félicitant de « ses efforts continus pour encadrer et organiser les rangs des travailleurs, en conformité avec les orientations des hautes autorités du pays visant à renforcer le front social ». Mme. Mouloudji a, en outre, affirmé sa disponibilité à « ouvrir des perspectives de coopération avec l'UGTA et à renforcer les canaux de dialogue avec ses cadres, pour contribuer à la promotion des droits et à la valorisation des acquis réalisés au profit des travailleurs du secteur de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme », ainsi qu'à « renforcer leurs capacités à travers la formation et l'enca-

drement en vue d'assurer une prise en charge optimale et une protection sociale de qualité au profit des catégories concernées ». De son côté, M. Takdjout, accompagné de Mme Nora Akif, membre du Secrétariat général de l'UGTA, a exprimé « la disposition de son organisation à accompagner les efforts du ministère dans l'amélioration de la situation des travailleurs et de la qualité de l'action syndicale dans le secteur », en réaffirmant « la contribution de l'Union à l'enrichissement et au soutien des propositions adoptées par le secteur », a-t-elle conclu.

L. Z.

À L'ARRÊT DEPUIS TROIS ANS La télécabine d'Oued Koriche à Alger reprend du service

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a supervisé hier la mise en service de la télécabine d'Oued Koriche à l'arrêt depuis le mois de mars 2022 pour cause de travaux de maintenance. Lors de sa visite à la capitale, le ministre des Transports a salué les efforts déployés par les autorités de la wilaya pour accélérer la réhabilitation de la station et du téléphérique, saluant la qualité des travaux réalisés. Selon un communiqué de la wilaya d'Alger, « les travaux de réhabilitation du téléphérique ont été réalisés dans le respect des normes techniques et de sécurité les plus strictes, garantissant son fonctionnement efficace et fluide ». Ce projet, ajoute la même source, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'État pour améliorer les infrastructures, afin de faciliter la circulation des citoyens, notamment des personnes âgées et des personnes à besoins spécifiques. Il contribue également à relier les zones d'altitude, comme Bouzareah, réduisant ainsi les embouteillages et permettant des économies de temps et d'efforts, d'autant plus qu'il fournit un service essentiel qui améliore la qualité de vie. Inauguré en 2014, la télécabine d'Oued Koriche, relie Oued Korich (Triolet) à la station de Bouzareah.

S. O.

MOUTONS IMPORTÉS

La Gendarmerie nationale veille à organiser l'opération d'achat au niveau des points de vente

Les unités de la Gendarmerie nationale veillent à organiser et à faciliter l'opération d'achat des moutons importés à l'occasion de l'Aïd El-Adha au profit des citoyens à travers l'ensemble du territoire national, ont indiqué les mêmes services. D'après la même source, « en application des instructions du Commandement visant à faciliter et à organiser l'opération d'achat des moutons importés au profit des citoyens, les unités de la Gendarmerie nationale veillent à sécuriser l'opération à travers tout le territoire national ». À cet effet, « les unités de la section régionale de la Gendarmerie nationale de Birtouta, au niveau du point de vente de Baba Hassen (Alger), ont facilité l'opération de vente des moutons, à commencer par le transport, l'accompagnement aux centres de mise en quarantaine jusqu'aux centres de vente », a ajouté le communiqué. Par ailleurs, les unités de la Gendarmerie nationale ont assuré « la fluidité du trafic routier en faveur des citoyens, notamment au niveau des zones connaissant une forte affluence d'acheteurs, et accompagné les citoyens à l'entrée comme à la sortie des centres de vente, en s'assurant de la bonne organisation des files », a conclu le communiqué.

L. Z.

MME KRIKOU À PROPOS DU PL SUR LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE :

« Un acquis pour enrichir notre système législatif »

La ministre des Relations avec le parlement, L. Kaouter Krikou, a affirmé, que l'adoption du projet de loi portant Code de procédure pénale « est un acquis à même d'enrichir le système législatif en Algérie ». Dans une déclaration à l'issue de l'adoption par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) à la majorité du projet de loi portant Code de procédure pénale, Krikou a indiqué que ce texte « vient enrichir le système législatif algérien, à travers des textes qui renforcent le rôle de la justice avec des mécanismes procéduraux garantissant les principes d'un procès équitable et les droits de défense, en cohérence avec les constantes nationales et en conformité avec nos engagements internationaux, en réponse aux exigences actuelles, ce qui illustre la complémentarité entre les pouvoirs exécutif et législatif, au service de l'intérêt général ». Ce texte de loi s'inscrit en droite ligne dans « le processus des réformes législatives initiées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis son accession à la magistrature suprême ».

Sarah O.

57 ENFANTS DÉJÀ MORTS ET 71 000 AUTRES MENACÉS PAR LA FAMINE

Les assassins sionistes doivent tôt ou tard payer pour leurs crimes

Alors que l'état de blocus israélien se resserre sur la bande de Gaza depuis le 2 mars dernier, la situation humanitaire atteint un niveau catastrophique.

Selon un rapport alarmant, publié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 57 enfants palestiniens sont déjà morts de malnutrition, et environ 71 000 autres, âgés de moins de cinq ans, risquent de subir le même sort dans les mois à venir.

Dans une conférence de presse donnée au siège des Nations unies à Genève, le représentant de l'OMS dans les territoires palestiniens occupés, Rick Peepkorn, a alerté sur une crise sans précédent : « Si la situation actuelle perdure, nous pourrions voir près de 71 000 enfants souffrir de malnutrition aiguë dans les onze prochains mois ». Le responsable onusien a dénoncé une privation alimentaire délibérée de la part d'Israël, rendant compte d'un demi-million de personnes vivant actuellement dans des conditions de famine, de malnutrition grave,



Ph. : DR

de maladies et de mort imminente. Il a décrit une spirale infernale, où la malnutrition et les maladies se renforcent mutuellement, dans un contexte d'effondrement des infrastructures de santé, de pénurie d'eau potable, d'absence d'assainissement et de disparition des services de protection de l'enfance. Les conséquences sont dramatiques pour les groupes les plus vulnérables. L'OMS estime que 17 000 enfants auront besoin d'un traitement urgent contre la malnutrition aiguë, tout comme des

milliers de femmes enceintes et allaitantes exposées à de graves carences nutritionnelles. Dans ce contexte, aucune aide humanitaire n'a pu entrer à Gaza depuis 72 jours, et près de 50 % des demandes d'accès pour les équipes médicales ont été refusées par les forces israéliennes, selon l'OMS. Peepkorn a détaillé la situation alarmante du stock médical de l'organisation à Gaza : il est « dangereusement bas et bientôt épuisé ». Les médicaments essentiels, comme les antibiotiques, les solutions intraveineuses, les

anesthésiants, l'insuline, les traitements contre l'hypertension, les analgésiques, les fournitures chirurgicales et les outils de dialyse, manquent cruellement. « Des gens meurent alors que les fournitures médicales vitales sont stockées juste à la frontière, prêtes à être distribuées », a-t-il déploré. L'alerte ne provient pas uniquement de l'OMS. Le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, a confirmé que le nombre de repas distribués quotidiennement à Gaza a chuté de 70 % en une semaine, passant de 840 000 à seulement 260 000. Dujarric a souligné que les besoins humanitaires ne se limitent pas à la nourriture, mais incluent également l'eau, les soins de santé, l'éducation, la protection et la nutrition. Il a averti que le carburant commence à manquer dans les installations médicales et hydrauliques du territoire, mettant en danger les services de base. Les données publiées hier par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) dressent un tableau encore plus sombre. Elles prévoient que 470 000 habitants de Gaza, soit un quart de la population, entreront en « phase 5 » de la classification, c'est-à-dire une famine catastrophique, entre mai et septembre 2025.

M. Seghilani

TULKAREM SOUS 107 JOURS DE SIÈGE Arrestations, destructions et déplacements forcés

Les forces spéciales de l'occupation israélienne ont arrêté ce mardi une militante politique et enseignante universitaire originaire de la ville de Doura, au sud d'Eikhalil. Selon des sources locales, la docteure Intissar Taleb Al-Awawdeh a été enlevée par une unité spéciale israélienne qui a fait irruption dans sa maison située dans le village de Karma, à l'ouest de Doura, avant de l'emmener vers une destination inconnue.

Parallèlement, l'armée israélienne poursuit son offensive contre la ville de Tulkarem et ses camps de réfugiés pour le 107e jour consécutif, dont 94 jours de siège imposé au camp de Nour Shams. L'opération se caractérise par une escalade militaire continue et un déploiement massif de forces au sol. Selon une correspondante sur place, les forces d'occupation renforcent constamment leur présence dans la ville et ses camps, mobilisant des véhicules blindés et des unités d'infanterie qui patrouillent les rues principales en déclenchant leurs sirènes de manière provocatrice et en circulant à contresens, perturbant la circulation et la vie quotidienne des habitants. L'armée israélienne continue par ailleurs d'imposer des évacuations forcées dans le quartier est de Tulkarem, notamment dans la zone proche du quartier Abu Al-Foul, à l'intérieur du camp. La famille Zeiqan a ainsi été sommée la nuit dernière de quitter son domicile avant huit heures du matin, une zone régulièrement ciblée par de telles expulsions. Hier matin, un checkpoint volant a été érigé près de la porte du pont Jabara, à l'entrée sud de Tulkarem. Les soldats israéliens y ont arrêté les véhicules dans les deux sens, vérifié l'identité des passagers et soumis certains d'entre eux à des interrogatoires. L'armée israélienne maintient également son siège sur les camps de Tulkarem et de Nour Shams, dans une atmosphère de tension extrême marquée par des explosions retentissantes qui secouent régulièrement la région. Des témoins affirment qu'une violente détonation a secoué le camp de Nour Shams tard dans la nuit, sans que l'on ne connaisse pour l'instant la nature exacte de l'explosion ni l'ampleur des dégâts, en raison du blocus total qui empêche toute entrée ou sortie du camp. Le camp de Nour Shams a déjà subi de vastes opérations de destruction ces derniers jours, visant les quartiers de Al-Manshieh, Al-Maslak, la mosquée, la clinique et le quartier des martyrs. Ces destructions s'inscrivent dans un plan de démolition de 106 maisons dans les camps de Tulkarem et de Nour Shams. L'atmosphère y reste très tendue, les habitants redoutant une nouvelle vague de démolitions. Selon les estimations locales, 15 bâtiments ont été rasés la semaine dernière, englobant plusieurs appartements résidentiels dont les habitants avaient été évacués de force après une coordination préalable.

Ce déplacement contraint s'inscrit dans le cadre de l'agression continue sur la région. L'occupation poursuit aussi la prise de contrôle de maisons et d'immeubles dans la rue de Naplouse et le quartier nord adjacent, les transformant en postes militaires après avoir forcé les résidents à les quitter. Plusieurs bâtiments sont occupés par l'armée israélienne depuis plus de deux mois, leurs abords étant lourdement militarisés. Cette escalade militaire a coûté la vie à treize habitants de Tulkarem, dont un enfant et deux femmes, l'une d'elles étant enceinte de huit mois. Des dizaines d'autres ont été blessés ou arrêtés. La ville et ses camps ont subi des destructions massives : routes, infrastructures, habitations, commerces et véhicules ont été partiellement ou totalement démolis, incendiés, vandalisés ou pillés. En conséquence, plus de 4200 familles – soit plus de 25 000 personnes – ont été déplacées de force depuis les camps de Tulkarem et de Nour Shams. Plus de 400 maisons ont été totalement détruites, et 2573 partiellement endommagées. L'armée a par ailleurs fermé toutes les entrées et ruelles menant aux camps à l'aide de monticules de terre, transformant ces zones en espaces isolés, désertés et privés de toute forme de vie normale.

M. S.

PRIVÉES DE SOINS ET DE NOURRITURE

60 000 femmes enceintes souffrent à Gaza

La souffrance des femmes enceintes dans la bande de Gaza ne se limite plus à la fatigue, aux douleurs de la grossesse ou aux angoisses liées à l'accouchement. Elles sont désormais aggravées par la famine qui sévit dans l'ensemble du territoire, frappant sans distinction tous les habitants piégés par une guerre atroce.

Depuis près de trois mois, les vitamines, le fer et les compléments alimentaires indispensables aux femmes enceintes sont introuvables, que ce soit dans les pharmacies ou dans les centres médicaux dépendant du ministère de la Santé. En cause : le blocus imposé par les forces israéliennes, qui empêchent l'entrée de la moindre cargaison de denrées essentielles, y compris la farine. Cette politique de famine méthodique s'inscrit dans une stratégie plus large de guerre totale contre la population de Gaza, affamée et épuisée après plus de vingt mois d'offensive militaire ininterrompue. Alā' al-Ballāq, une future mère, raconte : « La famine a touché chaque individu à Gaza. Personnellement, je n'ai pas mangé de pain depuis plus de deux semaines. Je suis privée de tout aliment riche en fer ou en calcium, essentiels pendant la grossesse. J'ai peur pour mon bébé ». Elle décrit une fatigue extrême, des douleurs articulaires et un sentiment d'épuisement constant : « Je sens que mon bébé se nourrit de mes os. Je n'ai rien mangé de nourrissant depuis si longtemps. La guerre, les conditions de vie dans les tentes et l'absence de repos rendent tout insupportable ». Même désespoir chez Samah Riḥwān, enceinte également, qui craint une fausse couche : « J'ai déjà perdu deux bébés. Mon dernier est décédé à deux mois, faute de soins et à cause du manque de nutriments. Aujourd'hui, la famine revient, et je suis de nouveau enceinte, sans aucune protection ». Ces femmes décrivent un effondrement physique progressif : amaigrissement, anémie, extrême faiblesse. Et même si elles parviennent à mener leur grossesse à terme, les nourrissons risquent de naître dans un état de santé critique, souffrant eux-mêmes de carences majeures. Le lait maternel, en l'absence d'une alimentation suffisante, sera lui

aussi pauvre en nutriments, entraînant des complications potentielles pour les nouveau-nés. Samia Almad, une autre habitante, ajoute : « Je n'ai pas mangé de viande, de poisson, de lait ou même d'œufs depuis longtemps. Même le pain est devenu un luxe. Nous vivons une famine totale ». Elle supplie pour la fin de la guerre et la reprise de l'aide alimentaire, espérant que son bébé puisse naître dans des conditions humaines après cinq années d'attente pour concevoir un enfant. Pour le docteur Adli al-Ḥajj, gynécologue-obstétricien, la situation actuelle est « une des pires formes de crime par la faim jamais enregistrée ». Il témoigne avec émotion : « Certaines femmes n'ont pas vu un morceau de pain depuis plus de quinze jours. Elles souffrent de malnutrition, de fausses couches, d'accouchements prématurés, de déformations fœtales... Et le monde se tait ». Le docteur Almad al-Farrā, chef du service de pédiatrie à l'hôpital Nasser, souligne la disparition de compléments essentiels comme l'acide folique, l'oméga 3 et la vitamine B12 : « L'absence d'acide folique, indispensable pendant les 120 premiers jours de grossesse, entraîne des malformations du tube neural. Cela peut provoquer des naissances sans cerveau ou avec de graves déficits moteurs et intellectuels ». Une naissance sans cerveau a d'ailleurs été enregistrée dans le nord de Gaza, conséquence directe de la malnutrition extrême que subissait la mère pendant la première vague de famine de l'an dernier. Selon un rapport international, l'ensemble des habitants de Gaza fait désormais face à une insécurité alimentaire aiguë. Quelque 47 000 personnes sont classées au stade 5 – le plus élevé, désignant une famine totale –, tandis que plus d'un million vivent une urgence humanitaire au stade 4. Le nombre de personnes en situation de famine a presque doublé depuis octobre 2024.

« GÉNOCIDE PAR PRIVATION DE NAISSANCES »

Un centre de défense des droits humains a également révélé que près de 60 000 femmes enceintes vivent aujourd'hui dans des conditions inhumaines. La privation d'ai-

de humanitaire et médicale depuis début mars constitue, selon lui, une forme de « génocide par privation de naissances », tel que défini dans la Convention de 1948. Le Conseil national palestinien a dénoncé dans ce contexte le bombardement du complexe médical Nasser à Khan Younès par l'armée israélienne, qui a coûté la vie à plusieurs patients et civils, dont le journaliste Hassan al-Najjar. Dans un communiqué, le Conseil a qualifié ces frappes de « crimes de guerre aggravés », soulignant que le ciblage des hôpitaux et des civils viole ouvertement le droit international humanitaire, notamment les Conventions de Genève. Il a également alerté sur l'ampleur du crime de famine et de privation volontaire de soins, d'eau et de nourriture, qualifiant les actions israéliennes de « crime contre l'humanité et d'acte de génocide délibéré ». Le Conseil a rappelé qu'au moins 213 journalistes ont été tués depuis le début de la guerre, preuve, selon lui, d'une volonté délibérée de faire taire toute couverture indépendante du conflit. Hier, cinq personnes supplémentaires ont été tuées dans différents secteurs de la bande de Gaza par des drones et des frappes aériennes, notamment dans le camp d'al-Buraij, à an-Nasirāt et dans le quartier de Shujaia à l'est de Gaza. D'après le dernier bilan, l'offensive israélienne lancée le 7 octobre 2023 a causé la mort de 52 908 Palestiniens, majoritairement des femmes et des enfants, et blessé 119 721 autres. De nombreux corps restent encore sous les décombres, inaccessibles aux secours. Face à cette tragédie, la présidente du Comité international de la Croix Rouge, Mirjana Spoljaric, a lancé un appel urgent à la reprise du cessez-le-feu et à la protection immédiate des civils : « La situation humanitaire à Gaza est catastrophique. Il faut une volonté politique immédiate pour sauver des vies ». La Croix Rouge a réaffirmé son engagement à fournir des aides vitales, à faciliter la libération des détenus et à garantir l'accès des secours. Elle exhorte les parties prenantes à cesser les hostilités et à rétablir un minimum de dignité humaine à une population meurtrie.

M. S.

LA MÉMOIRE PALESTINIENNE DÉFIE L'OUBLI ET INTERPELLE LA RESPONSABILITÉ HISTORIQUE DE LA GRANDE-BRETAGNE

La Nakba dans les couloirs de Westminster

À des milliers de kilomètres de là, dans les couloirs du Parlement britannique à Londres, la 77^e commémoration de la Nakba a également trouvé un écho fort. Organisé en partenariat avec l'ambassade de Palestine au Royaume-Uni, l'événement a réuni des députés britanniques issus des principaux partis politiques, des membres du corps diplomatique arabe et étranger, ainsi que des représentants des communautés palestinienne, arabe et musulmane vivant au Royaume-Uni.



PH: AP

L'ambassadeur de Palestine, Husam Zomlot, a prononcé un discours poignant dans lequel il a affirmé que la Nakba constitue le fondement du combat palestinien pour la liberté et la justice. « L'occupant sioniste a dépassé toutes les limites morales et légales, notamment à travers les massacres continus à Gaza », a-t-il dénoncé, rappelant que plus de 60 000 Palestiniens y ont été tués dans ce qu'il a qualifié de « campagne de génocide ». Il a tenu à rappeler la responsabilité historique de la Grande-Bretagne dans la tragédie de 1948, soulignant que la promesse Balfour et la colonisation britannique ont préparé le terrain à la catastrophe qui s'est abattue sur le peuple palestinien. Zomlot a exhorté le gouvernement britannique à reconnaître sans délai l'État de Palestine, à respecter le droit international, et à jouer un rôle actif — non passif — pour une paix juste. Parmi les autres intervenants figuraient Andrew Bix, député du Parti travailliste, Kate Malhouse du Parti conservateur, et Brendan O'Hara du Parti national écossais. Tous ont souligné la nécessité de garantir les droits du peuple palestinien, notamment à l'autodétermination et au retour, et ont dénoncé les violations continues du droit interna-

tional par l'occupant. Cette journée de commémoration démontre que la Nakba ne s'efface ni avec le temps ni avec les souffrances qui s'accumulent. L'occupation, les politiques d'annexion, les exactions à Gaza et en Cisjordanie, et les tentatives de réécriture de l'histoire ne font que renforcer l'attachement du peuple palestinien à sa cause. Dans les écoles palestiniennes, la mémoire devient un outil pédagogique, un vecteur d'identité. Dans les parlements étrangers, elle se fait acte politique et interpellation morale. La mémoire de la Nakba transcende les générations et les frontières : elle est un cri pour la justice, un rappel que tant que l'exil perdure, la lutte continue. Alors que le monde ferme trop souvent les yeux sur les souffrances palestiniennes actuelles, la mémoire de la Nakba agit comme un garde-fou contre l'oubli. Elle rappelle que le droit au retour n'est ni symbolique, ni négociable : c'est un droit fondamental, inscrit dans le cœur et la conscience collective de millions de Palestiniens, où qu'ils se trouvent.

DE 1948 À 2025, L'EXODE FORCÉ DES PALESTINIENS CONTINUE

La Palestine et ses soutiens à travers le monde ont commémoré hier la 77^e anniversaire de la Nakba, ou « catastrophe », désignant l'exode massif et forcé d'environ 750 000 Palestiniens lors de l'occupation de la Palestine par l'entité sioniste en 1948. En Cisjordanie, dans les écoles

palestiniennes comme dans les institutions internationales telles que le Parlement britannique, cette journée a été l'occasion d'un rappel fort : la mémoire n'est pas qu'un devoir, elle est un engagement, une résistance face à l'oubli et une affirmation renouvelée du droit au retour. Dans la ville de Qalqilya, au nord de la Cisjordanie, la direction de l'Éducation, en partenariat avec la Commission populaire des services aux réfugiés et le mouvement Fatah, a organisé des activités éducatives et culturelles dans les écoles « Qalqilya primaire » et « Al-Isra' ». Sous le parrainage du gouverneur Hosam Abu Hamda, l'événement a rassemblé des enseignants locaux pour rappeler l'importance de cette date symbolique. Dans son discours, le gouverneur a souligné que la Nakba ne se limite pas à un souvenir historique, mais qu'elle reste une réalité douloureuse pour chaque Palestinien, exacerbée par la persistance de l'occupation et les politiques oppressives de l'occupant sioniste. Il a insisté sur l'importance de renforcer la conscience nationale chez les jeunes générations, par l'éducation et la connaissance de l'histoire. Le porte-parole du mouvement Fatah à Qalqilya, Marwan Khader, a rappelé que cette commémoration incarne l'attachement du peuple palestinien à ses droits inaliénables, notamment celui du retour. Il a salué la persévérance du peuple

palestinien, en particulier de la jeunesse, qui porte aujourd'hui le flambeau du combat pour la liberté. Pour Amine Awwad, directeur de l'Éducation à Qalqilya, cette commémoration est un outil pédagogique essentiel. Par le biais d'expositions artistiques, de représentations théâtrales et de travaux littéraires, les élèves expriment leur attachement à leur terre et leur droit à la liberté, malgré les souffrances de l'exil et de l'occupation. La même ferveur a animé les écoles de Tubas, dans la vallée du Jourdain. Des cérémonies officielles ont été organisées par la direction de l'Éducation en présence du vice-gouverneur Abdallah Drougmeh. « La Nakba n'est pas un chapitre clos, elle perdure tant que les réfugiés n'ont pas retrouvé leurs foyers », a-t-il déclaré. Il a également condamné la poursuite des massacres perpétrés à Gaza et en Cisjordanie. Le directeur de l'Éducation de Tubas, Azmi Bulaouneh, a salué la détermination du peuple palestinien qui, selon lui, n'a jamais abandonné sa cause, malgré les décennies passées. « Le pari de l'occupant de faire oublier la Palestine aux jeunes générations a échoué », a-t-il affirmé, ajoutant que les élèves, à travers leurs activités artistiques, témoignent d'un attachement indéfectible à leur terre. À Bethléem, la commémoration a pris la forme d'un événement central au sein de l'école secondaire pour garçons de Beït Sahour. Le représentant du gouverneur, Fouad Salem, a rappelé que « la Nakba est plus qu'un souvenir, c'est un droit, une responsabilité morale, et un message transmis de génération en génération. » Pour Ayman Hammamrah, directeur adjoint de l'Éducation, cet événement est « un arrêt réflexif et une reconquête de la mémoire collective ». Le directeur de l'établissement, Ali Mohsen, a souligné que l'enjeu de cette commémoration est de mener la bataille de la conscience dans l'esprit des élèves, pour qu'ils comprennent que leur terre n'est pas à négocier. Des poèmes, des chansons traditionnelles et des saynètes ont animé la cérémonie, ancrant la Nakba dans le cœur des élèves comme une cause vivante et actuelle.

M. Seghilani

ARRESTATIONS DES ÉTUDIANTS RÉCALCITRANTS AU SERVICE MILITAIRE Les "haredim" menacent Netanyahu

Les partis religieux menacent de quitter le gouvernement israélien en raison des arrestations des déserteurs militaires. Dans un nouvel épisode de la crise politique au sein du gouvernement israélien, les partis religieux ultra-orthodoxes (haredim) ont menacé de quitter immédiatement la coalition dirigée par Benjamin Netanyahu si les autorités poursuivaient leur campagne d'arrestations contre les étudiants des écoles religieuses évitant le service militaire.

D'après la chaîne israélienne publique "Kan", des responsables politiques de haut rang des partis haredim ont averti le Premier ministre Netanyahu que toute initiative gouvernementale visant à obliger les étudiants des écoles talmudiques à s'enrôler dans l'armée entraînerait l'effondrement du gouvernement actuel. Dans une interview accordée au site israélien "Ynet", un responsable influent d'un parti haredi, dont le nom n'a pas été révélé, a affirmé : « Si des dizaines, voire des centaines d'étudiants des écoles religieuses sont effectivement arrêtés, comme cela semble se produire actuellement, ce sera la fin du gouvernement ». Cette déclaration intervient dans le cadre d'une vaste opération de répression lancée par les forces militaires israéliennes contre les déserteurs du service militaire, ce que les partis religieux considèrent comme une violation des accords politiques anciens, qui accordent des exemptions de service militaire aux étudiants des écoles talmudiques. Cette nouvelle crise menace de rouvrir l'un des dossiers les plus sensibles de la politique israélienne : la question du recrutement des haredim, qui a longtemps alimenté les tensions entre les factions laïques et religieuses. Récemment, la Cour suprême israélienne a insisté sur l'application d'une loi de recrutement équitable pour toutes les catégories de la société, ce qui a placé Netanyahu sous pression de la part à la fois des institutions judiciaires et militaires, ainsi que de ses partenaires religieux au sein de la coalition.

M. S.

UN COLON ISRAËLIEN TENTE UN SACRIFICE RITUEL

L'Association des savants palestiniens condamne l'attaque contre la sacralité d'Al-Aqsa

L'Association des savants de Palestine a vivement condamné une tentative par des colons israéliens d'effectuer un "sacrifice rituel" à l'intérieur de la mosquée Al-Aqsa, à El-Qods occupée, la qualifiant de violation grave de la sacralité de ce lieu saint. L'incident a eu lieu le lundi 12 mai, lorsqu'un colon a essayé d'introduire un animal pour un sacrifice dans l'enceinte de la mosquée avant d'être intercepté et remis à la police israélienne. L'Association a précisé dans un communiqué que cette tentative marquait une première historique, en soulignant que "un colon extrémiste a réussi à pénétrer dans le sanctuaire avec un animal destiné au sacrifice, dissimulé dans un sac en plastique, par la porte de Al-Gawana, ce lundi.

ACTE DE PROFANATION DANGEREUX

Cet acte constitue une évolution dangereuse et une atteinte flagrante à la sacralité de la mosquée Al-Aqsa." Les autorités palestiniennes ont exprimé leur inquiétude face à cette situation inédite, appelant les Palesti-

niens de la Cisjordanie et d'Israël à "renforcer leur présence et leur vigilance à Al-Aqsa, intensifiant les activités de protestation contre cette action criminelle." L'Association a également lancé un appel pressant aux pays arabes et musulmans ainsi qu'à la communauté internationale pour qu'ils prennent des mesures immédiates et concrètes pour protéger le sanctuaire et empêcher la persistance des agressions israéliennes. Elle a également condamné les tentatives de certains groupes religieux extrémistes israéliens de diviser le site par une répartition temporelle et spatiale, et a dénoncé les tentatives de détruire Al-Aqsa pour y construire un temple selon les revendications de certains secteurs fondamentalistes. L'Association a attribué la responsabilité totale à Israël et a averti des conséquences graves si ces violations se poursuivaient. Bien que la Direction des Awqaf islamiques de El-Qods ne se soit pas encore exprimée officiellement sur cet incident, le Royaume hachémite de Jordanie a réagi par la voix de son ministère des Affaires étrangères, qualifiant cet acte de "précédent

dangereux." Le même jour, plusieurs dizaines de colons israéliens ont pénétré dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa par la porte des Maghariba, sous une protection stricte des forces de sécurité israéliennes. Ils ont exécuté des provocations en effectuant des rituels religieux juifs dans la zone orientale de la mosquée. La police israélienne a intensifié les contrôles sur les fidèles palestiniens, les empêchant parfois d'accéder à la mosquée, notamment en confisquant leurs cartes d'identité à l'entrée. Ce n'était pas la première tentative de ce genre. En effet, un colon avait déjà tenté, le lundi, d'introduire un "petit sacrifice" à Al-Aqsa, mais l'intervention rapide des gardiens de la mosquée et des membres du personnel des Awqaf islamiques, aidés de quelques Palestiniens, a permis de stopper cette tentative. Cet incident fait partie d'une série d'agressions quotidiennes contre le site sacré, qui est régulièrement envahi par des colons israéliens, avec la complicité des forces israéliennes. Les autorités palestiniennes continuent d'appeler à un renforcement de la résistance à ces

tentatives d'imposer la domination israélienne sur Al-Aqsa, notamment à travers des tentatives de division physique et temporelle de la mosquée. Parallèlement à ces événements à Al-Aqsa, les forces israéliennes ont mené une opération de démolition dans la ville de Anata, au nord-est d'El Qods. Des bulldozers israéliens ont démolé des habitations, des murs et des terres agricoles, et ont coupé des lignes électriques, aggravant ainsi les souffrances des Palestiniens de la région. Ces démolitions affectent également des structures temporaires fournies par l'ONU pour héberger des familles dont les maisons ont été détruites lors d'opérations précédentes. La communauté internationale doit faire preuve de solidarité et agir de manière concrète pour empêcher la dégradation supplémentaire de ce lieu sacré pour des millions de musulmans dans le monde entier. Le rôle crucial de la Jordanie et des autres nations arabes et musulmanes est désormais essentiel pour sauvegarder la dignité et l'intégrité de la mosquée Al-Aqsa.

M. S.

APRÈS DES AFFRONTEMENTS MEURTRIERS À TRIPOLI

L'exécutif annonce avoir repris le contrôle de la situation

Le gouvernement d'union nationale en Libye a annoncé, hier, avoir repris le contrôle de la situation dans toute la zone d'Abou Salim, au sud de la capitale Tripoli où des affrontements entre groupes armés, lundi soir, ont fait six morts.

Le ministère de la Défense du gouvernement d'union nationale, cité par l'agence de presse libyenne (LANA), a indiqué, dans un communiqué, que l'opération militaire s'était terminée "avec succès" et qu'il a donné des instructions pour achever son plan dans la région afin d'assurer "une sécurité et une stabilité durables". Le chef du gouvernement d'unité nationale, Abdelhamid Dbeibah, a souligné dans un message sur les réseaux sociaux, relayé par LANA, que "ce qui a été réalisé dans la capitale, Tripoli, confirme que les institutions légitimes sont capables de protéger la patrie et de préserver la dignité des citoyens (et) renforce également le principe selon lequel il n'y a pas de place en Libye en dehors des institutions de l'Etat, et pas d'autorité en dehors de la loi". Le Centre de médecine d'urgence et de soutien a annoncé, mardi, la récupération de 6 corps sur les lieux d'affrontements autour de la zone d'Abou Salim, après la stabilisation de la situation dans la zone. De son côté, la Compagnie nationale d'électricité a annoncé, mardi, le rétablissement de l'électricité dans toutes les zones alimentées par la station Bab Al-Azizia, suite à une amélioration de la situation sécuritaire dans la zone entourant la station. La société a expliqué, dans un communiqué, que ses équipes techniques "ont pu rétablir complètement l'alimentation électrique de toutes les zones connectées au poste de Bab Al-Azizia, après que les conditions qui avaient empêché la mise en œuvre des travaux de maintenance et d'exploitation au cours de la période passée, se



soient stabilisées". Dans un communiqué rendu public dans la nuit de lundi, la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) qui avait déjà diffusé quelques heures plus tôt un appel à la "désescalade", s'est dite "alarmée par l'évolution de la situation marquée par d'intenses combats à l'arme lourde dans des zones civiles densément peuplées". "La Mission appelle toutes les parties à cesser immédiatement les combats et à rétablir le calme, et rappelle à toutes les parties leur obligation de protéger les civils en toutes circonstances", a-t-elle dit dans une publication sur les réseaux sociaux. Soulignant que les attaques contre les civils peuvent "constituer des crimes de guerre", la Mission "soutient pleinement les efforts des notables et des dirigeants communautaires pour apaiser la situation".

L'ONU A APPELÉ LA VEILLE, LUNDI, À LA DÉSESCALADE

La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a appelé lundi à la désescalade à Tripoli, suite à des informations faisant état d'une mobilisation militaire et de tensions entre factions armées rivales dans la capitale libyenne. « La MANUL suit de près les informations faisant état d'un ren-

forcement militaire et d'une escalade des tensions à Tripoli et dans toute la région occidentale. Nous appelons instamment toutes les parties à désamorcer immédiatement la situation, à s'abstenir de toute provocation et à résoudre les différends par le dialogue », a-t-elle déclaré dans un communiqué publié sur le réseau social X. « La Mission soutient fermement les efforts libyens, y compris ceux menés par les anciens et les dirigeants communautaires, pour parvenir à une résolution pacifique », indique le communiqué, soulignant la responsabilité cruciale de toutes les parties de protéger les civils. Selon les médias locaux, des tensions militaires ont été observées à Tripoli, avec des véhicules militaires et des combattants déployés dans toute la ville. Aucune déclaration officielle n'a été publiée concernant cette escalade signalée. Depuis la chute de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est en proie à l'insécurité et à l'instabilité politique. Le pays est fragmenté, divisé entre deux administrations : le gouvernement de Tobrouk, basé à l'est et soutenu par la Chambre des représentants, et le gouvernement de Tripoli, basé à l'ouest et soutenu par le Conseil présidentiel.

R. I.

NIGERIA Le pays a enregistré sa plus forte croissance économique depuis 10 ans en 2024

Le Nigeria a enregistré sa plus forte croissance économique en une décennie l'année dernière, a indiqué la Banque mondiale (BM) dans un rapport publié à Abuja. "Le PIB réel a augmenté de 4,6% par rapport à l'année précédente au quatrième trimestre 2024, portant la croissance totale pour l'année 2024 à 3,4%, la plus élevée depuis 2014 (hors reprise post-Covid 19 en 2021-2022)", relève l'institution financière. L'accélération du PIB est principalement due à une reprise soutenue dans le secteur pétrolier et gazier, ainsi qu'à une forte croissance dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication et de la finance.

R. I.

COUVRANT PLUSIEURS PÉRIODES DE LA CIVILISATION ÉGYPTIENNE ANTIQUE Le Caire récupère 25 objets illégalement introduits en contrebande aux États-Unis

Vingt-cinq objets d'importance historique et artistique, couvrant plusieurs périodes de la civilisation égyptienne antique, ont été rapatriés des États-Unis en Égypte, a annoncé le ministère égyptien des Affaires étrangères. Le consulat général d'Égypte à New York a supervisé le retour des objets, que le ministère a décrit comme le plus grand lot d'antiquités illégalement introduites en contrebande récupérées ces derniers temps. La collection comprend des couvercles de sarcophages en pierre et en bois, des masques funéraires en céramique et en bois doré, un grand vase en albâtre et un portrait de femme datant de la période gréco-romaine (environ 332 av. J.-C. - 640 apr. J.-C.). Parmi les objets récupérés figurent également une large gamme de bijoux fabriqués à partir de divers métaux, une pièce d'or rare du règne de Ptolémée Ier et de petites statues en bronze et en pierre représentant des aspects des croyances et des traditions artistiques de l'Égypte ancienne. La récupération est le fruit d'une collaboration entre le consulat général d'Égypte à New York, le bureau du procureur de district de New York et les agences de sécurité américaines. L'opération a également nécessité de longues négociations avec plusieurs collectionneurs privés en possession des objets. Un soutien supplémentaire a été fourni par les autorités égyptiennes compétentes, notamment le ministère du Tourisme et des Antiquités, le secteur culturel du ministère des Affaires étrangères et le ministère public. L'Égypte a intensifié ces dernières années sa campagne mondiale visant à récupérer les antiquités volées, en intensifiant ses efforts pour préserver et récupérer ses trésors anciens.

R. I.

POUR DAVANTAGE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EN HAÏTI

Le Kenya sollicite l'aide de la République dominicaine

Le Kenya a demandé lundi à Saint-Domingue le soutien de la République dominicaine pour obtenir davantage de coopération internationale pour la mission onusienne de sécurité que Nairobi dirige en Haïti, pays miné

par la violence des gangs. Déployée en juin 2024, la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) à Haïti, soutenue notamment par la France, le Canada et les États-Unis, peine à contenir la violence, faute de moyens. "Nous souhai-

tons votre soutien dans le cadre des Nations Unies afin que nous puissions fournir davantage de collaboration internationale aux efforts de paix en Haïti", a déclaré le ministre des Affaires étrangères du Kenya, Musalia Mudavadi, après une rencontre

avec son homologue dominicain, Roberto Alvarez. "Que ce soit dans le contexte d'un engagement au niveau de l'ONU ou au sein de la Caricom (Communauté caribéenne), nous comptons sur votre leadership dans ce domaine particulier", a ajouté le ministre qui rencontrera mardi le président dominicain Luis Abinader. "Cette mission nécessite beaucoup de coopération en termes de partage de renseignements" et la République dominicaine "a apporté un soutien incroyable à la mission en Haïti. Notre demande est que nous continuions et à collaborer pour le succès de cette mission", a-t-il ajouté. Environ 1.000 des 2.500 soldats prévus ont été déployés en Haïti, un pays proche "d'un point de non-retour" alors que "la violence des gangs continue de se propager dans de nouvelles zones du pays", avait souligné en avril Maria Isabel Salvador, représentante spéciale de l'ONU dans le pays, devant le Conseil de sécurité.

R. I.

ELLE CLÔTURE SES TRAVAUX AUJOURD'HUI AU TOGO

La 1^{er} Conférence de l'Union africaine sur la dette se tient depuis lundi à Lomé

La première Conférence de l'Union africaine (UA) sur la dette s'est ouverte lundi à Lomé, la capitale togolaise. Placée sous le thème "L'Agenda africain de gestion de la dette publique: restaurer et préserver la viabilité de la dette", cette conférence de haut niveau, qui se tient du 12 au 14 mai, vise à explorer des solutions durables et souveraines pour faire face à l'endettement croissant sur le continent africain. Organisée par le département du développement économique, du commerce, du tourisme, de l'industrie et des mines de l'UA, la rencontre a réuni plus de 500 participants, dont des chefs d'Etat, des ministres des Finances, des gouverneurs de banques centrales, des partenaires au développement et des représentants de la société civile. Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a insisté sur l'urgence

d'"instaurer une gouvernance rigoureuse de la dette publique, soutenue par une solidarité africaine forte et un dialogue équilibré avec les créanciers internationaux".

Alors que, selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) plus de vingt pays africains sont en situation de surendettement ou à risque élevé, les échanges porteront notamment sur la réforme des cadres de restructuration de la dette souveraine, le recours à des financements durables, la transparence, la gouvernance de la dette et la lutte contre les flux financiers illicites. Selon la CEA, cette conférence devrait se conclure par l'adoption de la Déclaration de Lomé sur la dette africaine, qui définira une position commune du continent en matière de gouvernance de la dette et guidera les futures négociations et réformes.

R. I.

TLEMCEM. HADJ 2025

Départ du premier groupe de pèlerins de la wilaya vers les Lieux Saints

Le premier groupe de pèlerins depuis la wilaya de Tlemcen a quitté, lundi soir, l'aéroport international "Messali El Hadj" à destination des Lieux Saints, pour accomplir les rites du Hadj pour la saison 1446 hégire/2025.

Ce groupe compte 250 pèlerins issus des wilayas de Tlemcen, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès et Nâama, transportés par la compagnie aérienne nationale Air Algérie en direction de la ville sainte de Médine, en Arabie saoudite. Les pèlerins ont été salués à leur départ par les autorités locales et les représentants des différents secteurs concernés, ainsi que des membres de leurs familles, présents pour les accompa-



Ph: DR

gnier et leur souhaiter un bon voyage. Toutes les facilitations ont été mises à la disposition des pèlerins, notamment via le couloir vert, les guichets d'enregistrement, ainsi que les bus pour les transférer de la salle d'attente jusqu'à l'avion. Des

pèlerins de ce premier vol ont exprimé leur grande joie de pouvoir accomplir les rites du Hadj, et ont salué les efforts et moyens mobilisés par les autorités de la wilaya de Tlemcen pour assurer le succès de l'opération. Selon le directeur de

l'aéroport international Messali El Hadj, Mohamed Amine Bouazza, dix vols sont programmés cette saison au départ de Tlemcen, pour transporter un total de 2.500 pèlerins issus des quatre wilayas susmentionnées.

ORAN. ENVIRONNEMENT

Colloque international sur le changement climatique et ses impacts

Le thème du "changement climatique et ses impacts" est au cœur d'un Colloque international, dont les travaux a eu lieu, dimanche dernier à Oran, selon les services de la wilaya. Dans son allocution d'ouverture, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi, Secrétaire général du ministère des Transports, représentant

le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a souligné que le continent africain est l'un des plus vulnérables, touché par les phénomènes climatiques extrêmes, tels que la sécheresse, la désertification, les inondations, la montée du niveau de la mer, les vagues de chaleur intenses et les maladies liées au climat. Il a ajouté : " Ces défis climatiques croissants exigent de nous tous, en tant que pays africains et partenaires internationaux, de conjuguer nos efforts et d'unir nos visions pour faire face à ces phénomènes et à leurs conséquences ", soulignant que la possession d'informations précises et fiables sur ces changements constitue la pierre angulaire de toute stratégie efficace d'adaptation et d'atténuation de leurs effets. Le même responsable a précisé : " C'est dans cette optique que l'importance du rôle joué par l'Institut de Surveillance des Précipitations d'Oran pour la formation et la recherche prend tout son sens. En tant que Centre régional de référence en météorologie et climatologie à l'échelle africaine, grâce à ses experts, chercheurs et équipements avancés, l'Institut apporte une contribution précieuse à l'observation et à l'analyse des données climatiques, à la conduite de recherches spécialisées, au développement de modèles et de prévisions climatiques, ainsi qu'au renforcement des capa-

ités nationales et régionales dans ce domaine vital ". Il a poursuivi : " Conscients dans le secteur des transports de l'importance cruciale de ce pôle scientifique, nous affirmons notre soutien total à ses efforts, notre attention particulière à ses informations et recommandations et notre volonté de les intégrer dans nos stratégies et plans d'action pour faire face aux défis climatiques ". Ce Colloque international, prévu sur trois jours, réunit des experts et universitaires de diverses universités algériennes, ainsi que de Tunisie et du Sénégal. Il prévoit une série de conférences, notamment " les priorités physiques, chimiques et biologiques des sols face aux changements climatiques ", " Etude des syndromes liés aux problèmes de l'eau et aux changements climatiques et leurs impacts sur l'environnement et la sécurité alimentaire " et " Stratégie de l'Etat algérien pour assurer la sécurité alimentaire dans les zones steppiques face aux changements climatiques ", entre autres. En marge de la rencontre, trois accords ont été signés entre l'Institut de Surveillance des Précipitations pour la formation et la recherche d'Oran et l'Office National de la Météorologie, le Centre Technique Spatial et l'Association Internationale des Ressources en Eau du Bassin Méditerranéen (basée en Tunisie).

CONSTANTINE. CNMA

Les filières agricoles stratégiques, thème d'une rencontre régionale

Une rencontre régionale sur l'importance du développement de la filière céréalière a été organisée dimanche à Constantine sous le thème de "La protection et le développement de la filière céréalière, enjeux, défis et mécanismes". Organisée par la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) au Cercle régional de l'Armée, la rencontre vise à souligner l'importance de la filière céréalière pour la sécurité alimentaire nationale et à débattre de l'importance de l'assurance agricole comme moyen de protection des producteurs contre les risques naturels et économiques face aux changements climatiques et aux défis économiques actuels. Dans son allocution d'ouverture, le directeur-général de la CNMA, Cherif Benhabiles, a affirmé l'importance de l'assurance agricole en tant que "moyen efficace" de garantie de la pérennité de l'activité agricole et de la stabilité des revenus des agriculteurs et producteurs, relevant l'importance de la généralisation de la culture de l'assurance dans les milieux agricoles et de la simplification des mesures d'adhésion à ce système. Il a également évoqué les formules d'assurance disponibles et de mesures incitatives mises en place par l'Etat pour encourager les agriculteurs à en bénéficier dont la réduction des taux de souscription et l'élargissement de la couverture pour inclure le plus grand nombre possible de risques. De son côté, le directeur-général de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, Bilal Achacha, a indiqué que la participation de l'agence s'inscrit dans le cadre de son ouverture sur les secteurs stratégiques, notamment celui de l'agriculture et l'ouverture de perspectives aux diplômés universitaires et de la formation professionnelle pour s'impliquer dans les stratégies publiques de consolidation de l'entrepreneuriat dans les domaines à caractère prioritaire dont la céréaliculture qui représente un fondement primordial pour la sécurité alimentaire nationale. Il a également rappelé que l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat œuvre à accompagner les porteurs de projets en offrant formation, orientation et financement tout en accordant la priorité aux projets innovants à caractère écologique et durable, précisant que l'agence a financé plus de 13.000 micro-entreprises dans la wilaya de Constantine dont 760 activant dans le secteur agricole et 225 dans la filière céréalière. La rencontre a regroupé les représentants de 18 caisses de mutualité agricole des wilayas de l'Est et du Centre du pays, des cadres du secteur agricole, des experts en économie, des représentants d'organisations professionnelles, des agriculteurs et des producteurs de la filière céréalière.

HADJ 2025

Près de 1.900 futurs pèlerins vaccinés

Près de 1.900 futurs pèlerins au titre de la saison du Hadj 2025 ont été vaccinés dans les structures médicales de la wilaya d'Oran, a-t-on appris, lundi, de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP). Jusqu'à hier, dimanche, 1.883 futurs pèlerins ont été vaccinés dans les structures médicales consacrées à l'opération de vaccination pour le rituel du pèlerinage, a indiqué à l'APS le chef de service de prévention à la DSP, Dr Youcef Boukhari. Il s'agit des pèlerins de la wilaya d'Oran, dont le quota est de 1.143 futurs pèlerins, mais aussi d'autres wilayas limitrophes retardataires. Une Commission médicale composée de médecins généralistes, spécialistes, psychologues et paramédicaux, a été mobilisée par la DSP pour effectuer les consultations médicales dans la polyclinique de Haï Chouhada (ex-Les Castors), a fait savoir Dr Boukhari. Les consultations et la vaccination ont débuté, le 4 février dernier, et s'achèveront avant le dernier vol vers les Lieux Saints. A ce titre, un point de vaccination a été consacré à l'opération dans chaque daïra, tandis que pour la daïra d'Oran 4 points ont été mobilisés, en raison de la densité de la population, a-t-il ajouté. Pour ce qui est des vaccins administrés aux futurs pèlerins, il s'agit des vaccins contre la diphtérie, le tétanos, la grippe saisonnière et la poliomyélite.

CHLEF. UNIVERSITÉ "HASSIBA BEN BOUALI"

Ouverture d'une annexe de l'Ecole normale supérieure

L'université "Hassiba Ben Bouali" de Chlef a été renforcée par une annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) d'Alger, dans le cadre de l'élargissement de sa carte de formation et de la diversification des spécialités au profit des étudiants de la région, a-t-on appris, dimanche, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. Selon la cellule de communication de l'université

"Hassiba Ben Bouali", cette annexe assurera une offre globale de 1755 places pédagogiques, dont 556 pour le cycle primaire, 792 pour le cycle moyen et 407 pour le cycle secondaire. Cette nouvelle structure accueillera des étudiants issus des wilayas du Centre et de l'Ouest du pays. Par ailleurs, le service d'information et d'orientation de l'université de Chlef a organisé, jeudi dernier au lycée

"Morsli Abdallah" de la commune de Sidi Okkacha, une Journée d'information au profit des candidats au baccalauréat de la session juin 2025. L'opportunité leur a permis de s'informer sur les différentes offres de formation disponibles, au même titre que sur les pôles universitaires, les infrastructures et les laboratoires de recherche de l'université "Hassiba Ben Bouali". A noter, aussi, que l'université

de Chlef participe actuellement au Forum africain de l'investissement et du commerce, qui se tient à Alger, avec trois projets innovants.

Les participants auront l'opportunité de bénéficier de rencontres bilatérales avec des opérateurs économiques et des investisseurs, de présenter leurs projets, et d'assister à des conférences économiques de haut niveau, selon la même source.

MASCARA. TAHA DERBAL, MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE

Une "wilaya modèle" en matière de réutilisation des eaux épurées

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a affirmé, lundi à Mascara, que cette collectivité locale est "une wilaya modèle en matière de réutilisation des eaux usées épurées".

Lors de son inspection du barrage de la commune de Bouhanifia, dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a ajouté que "Mascara est un exemple en matière de réutilisation des eaux usées épurées, en étant la première au niveau national dans ce domaine". M. Derbal a, par ailleurs, indiqué que l'Algérie atteindra, cette année, un taux de 30% de réutilisation des eaux usées épurées, précisant que plus de 70% des volumes récupérés à l'échelle nationale sont destinés au secteur agricole, signalant qu'il existe actuellement 232 systèmes d'épuration à travers le pays. Le ministre a, par ailleurs, annoncé l'affectation par son département ministériel d'un quota supplémentaire de 4 millions de mètres cubes d'eau à partir du barrage de Bouhanifia pour l'irrigation du périmètre d'El Habra, lors de la prochaine campagne, ce qui portera le volume total alloué à 10 millions de mètres cubes. Concernant l'alimentation en eau potable, M. Derbal a insisté sur la nécessité d'achever "d'ici la fin du mois de mai, le programme d'urgence visant l'amélioration de la distribution d'eau dans la wilaya de Mascara". Lors de la première étape de sa visite, le ministre a suivi un exposé détaillé sur la situation du secteur de l'hydraulique dans la wilaya et a donné le coup d'envoi d'une campagne de réparation des fuites d'eau, mobilisant plus de 20 unités de l'Algérienne des Eaux (ADE) venues de différentes régions du pays. Le ministre poursuit sa visite avec l'inspection de plusieurs projets en cours, notamment la réhabilitation de la station de traitement des eaux du barrage de Bouhanifia, le renforcement de l'approvisionnement en eau potable de la commune de Tighennif via le système de



transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), ainsi que la mise en service d'un puits artésien dans la commune de Tizi, signale-t-on.

LE PROGRAMME D'URGENCE POUR AMÉLIORER L'AEP SERA ACHEVÉ D'ICI FIN MAI

Par ailleurs, le ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, a annoncé, lundi à Mascara, que le programme d'urgence visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya sera achevé d'ici la fin du mois de mai en cours. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a précisé que "la réalisation du programme d'urgence pour améliorer l'approvisionnement en eau potable sera finalisée fin mai, avec la réception de deux projets : la réhabilitation de la station de traitement d'eau du barrage de Bouhanifia et le renforcement de l'alimentation en eau potable de la commune de Tighennif à partir du système de transfert

nem-Arzew-Oran (MAO)". Par ailleurs, le ministre a annoncé que "le projet de dragage du barrage de Fergoug, dans la commune de Mohammadia, sera également réceptionné à la fin du mois de mai", ajoutant qu'une autre opération similaire est prévue pour ce même barrage en raison de son importance dans l'irrigation des terres agricoles de la plaine d'El Habra. M. Derbal a aussi révélé que la wilaya de Mascara bénéficiera de plusieurs projets de réhabilitation de stations d'épuration des eaux usées, dont certains entreront en service durant l'été prochain, ce qui permettra de renforcer les ressources en eau destinées à l'irrigation agricole dans la région. Il a rappelé que son ministère prépare l'inscription de nouveaux projets hydrauliques pour la wilaya de Mascara dans la prochaine loi de finances, selon un ordre de priorités. La visite du ministre à Mascara a compris plusieurs étapes, notamment l'inspection de l'état d'avancement des travaux de renforcement de l'alimentation en eau potable de la commune de Tighennif à partir du système MAO, l'examen du projet de renforcement du barrage de la commune de Chorfa, où il a insisté sur la nécessité de finaliser les travaux au plus tard en octobre, l'inspection du projet de réhabilitation de la station de traitement d'eau du barrage de Bouhanifia, la visite de deux autres projets : la réalisation d'un réservoir de 15.000 m³ dans la commune de Sig et le dragage du barrage de Fergoug. Enfin, M. Derbal a donné, depuis le barrage de Bouhanifia, le coup d'envoi d'une campagne de réparation des fuites d'eau dans les différentes communes de la wilaya, avec la participation de plus de 20 unités de l'Algérienne des Eaux, une opération organisée par la direction générale de cette entreprise.

EL-MÉNIÂA. DSA

Vers la réalisation de plus de 220 km de pistes agricoles

La wilaya d'El-Meniaa a bénéficié d'un projet de réalisation de 221 kilomètres de pistes agricoles, a-t-on appris lundi des services agricoles (DSA). Toutes les procédures nécessaires ont été engagées en prévision du lancement de ce projet visant à désenclaver plusieurs exploitations agricoles à travers la wilaya, notamment celles spécialisées dans les cultures stratégiques, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Youcef Mosbah. Ce projet représente la première tranche des opérations retenues en faveur de la wilaya, conformément à la fiche technique, établie l'an dernier, concernant les

LAGHOUAT. INITIATIVE DE LA CHAMBRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE "CCI-M'ZI" La coopération algéro-britannique au centre d'une rencontre

Le renforcement de la coopération économique algéro-britannique a été au centre d'une rencontre tenue, lundi à Laghouat, à l'initiative de la Chambre du Commerce et de l'Industrie "CCI-M'zi". Initiée en coordination avec la direction du commerce de la wilaya, la rencontre a regroupé au siège de la direction du commerce des cadres et responsables du secteur du commerce, l'ambassadeur britannique en Algérie, James Robert Stephen Downer, et des opérateurs économiques locaux. Elle a permis de passer en revue, par le directeur du secteur, Mohamed Yousfi, les potentialités industrielles et agricoles que recèle la wilaya, notamment l'important champ gazier de Hassi R'mel. Dans son exposé, M. Yousfi a présenté les infrastructures de base de la wilaya et les efforts déployés pour l'amélioration du climat des affaires et l'attrait de partenariats étrangers. Les opérateurs économiques ont, de leur côté, mis en exergue leurs projets et les voies de leur développement, à la lumière des défis économiques actuels. Dans son intervention, l'ambassadeur britannique a fait part du grand intérêt manifesté par son pays pour la consolidation du partenariat économique bilatéral, soutenant que la Grande Bretagne entend explorer de nouveaux domaines de coopération axés sur l'échange d'expériences et d'appui technique, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie. Le diplomate a invité les opérateurs locaux à se rapprocher des services de l'ambassade britannique pour tirer profit des expériences de son pays dans les technologies de production agricole, notamment en termes d'utilisation des systèmes d'irrigation intelligents et de la télédétection en météorologie, en sus de la modernisation des petites et moyennes entreprises. Cette rencontre intervient dans le cadre des efforts visant la réalisation d'une croissance économique globale et durable à la faveur, notamment, de la consolidation du partenariat et de la coopération entre les opérateurs algériens et étrangers, selon les organisateurs.

SÉTIF. INSNP

Conférence sur "les massacres du 8 mai 1945 et leur impact sur les mouvements de libération"

La direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Sétif a organisé, lundi, une conférence intitulée "les massacres du 8 mai 1945 et leur impact sur les mouvements de libération". Dans son intervention, le directeur local du secteur de la formation, Abdelkrim Driss, a indiqué que cette rencontre, tenue à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) "Baïche Abdelkader", a été initiée en coordination avec le bureau de wilaya de l'association "8 mai 1945" dans le cadre de la commémoration du 80e anniversaire des massacres du 8 mai 1945 et de la mise en œuvre de la stratégie du ministère de tutelle, ainsi que de la convention signée par la direction de wilaya du secteur et cette association, en vue d'inculquer aux élèves stagiaires

les valeurs de la Révolution du 1er Novembre et leur permettre de préserver la mémoire nationale. De son côté, le président de l'association "8 mai 1945", le moudjahid et chercheur, Abdelhamid Selakdji, a affirmé devant l'assistance composée de chercheurs, de stagiaires de la formation professionnelle et de représentants de la société civile que ces massacres avaient consolidé l'idée selon laquelle "ce qui a été pris par la force ne peut être recouvré que par la force" et de là a commencé la préparation de la Révolution du 1er Novembre 1954. De son côté, le secrétaire de wilaya de la même association, Farès Kerass, a soutenu qu'après 80 ans de ces massacres qui avaient coûté la vie à plus de 45.000 algériens tombés en martyrs, "la voix des chouchada de Sétif, de Guelma et de Kherata

résonne toujours dans la mémoire de la nation et y demeurera à tout jamais". Il a également soutenu que ces ignobles crimes perpétrés par la France coloniale contre le peuple algérien sont "imprescriptibles". La rencontre a donné lieu à plusieurs communications sur l'impact de ces événements sanglants à travers le monde dont celles du professeur Moussa Loucif de l'université Constantine-2 et de représentants du bureau local de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM). Des hommages ont été rendus, par la même l'occasion, à des moudjahidine, des associations ayant animé des campagnes de sensibilisation sur la mémoire nationale et des étudiants lauréats des concours sportifs et culturels.

SPORTS

ALORS QUE LEUR COACH NE S'EN EST PAS ENCORE EXPRIMÉ

Les dirigeants de l'OM favorables pour le rachat du contrat de Bennacer

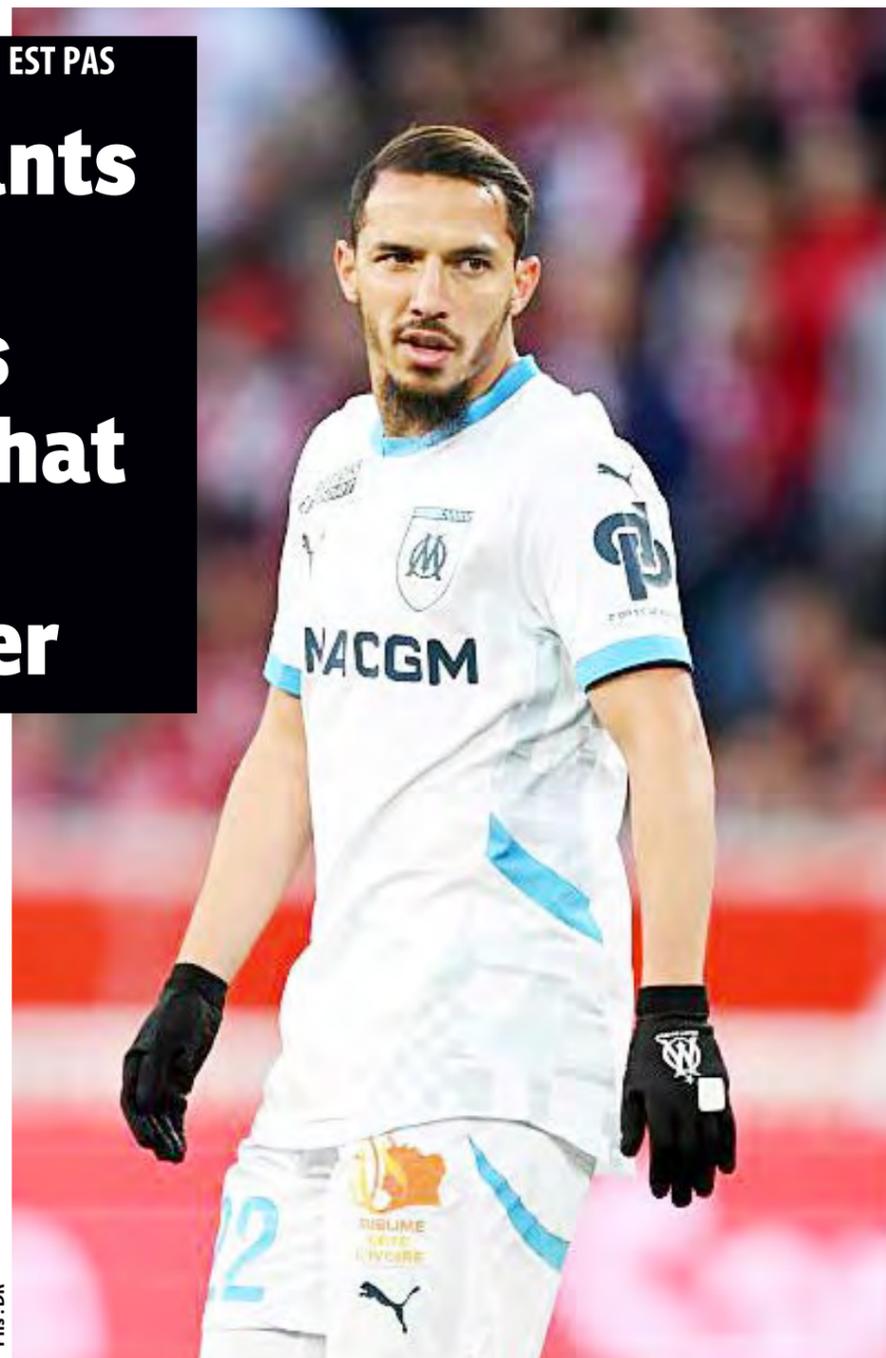
Après avoir assuré sa qualification à la prochaine édition de la Ligue des champions européenne, l'O Marseille songe déjà à renforcer son effectif pour rivaliser avec les meilleurs du vieux continent. Dans la foulée, les interrogations vont bon train au sujet de l'avenir de l'international algérien, Ismaël Bennacer avec la formation phocéenne, vu que son contrat de prêt expire dans quelques semaines.

À ce propos, Le journal "L'Équipe" a publié un long rapport dans lequel il aborde le mercato qui attend l'Olympique, après le retour officiel du club en Ligue des champions.

Le quotidien français prévoit un mercato estival très actif, à la demande de l'entraîneur Roberto De Zerbi, dont la présence à la tête de l'équipe est désormais confirmée.

Si l'avenir de l'autre attaquant algérien des marseillais Amine Gouiri, est très clair – ayant rejoint l'équipe en provenance de Rennes lors du dernier mercato via un transfert définitif ayant coûté 19 millions d'euros aux caisses de l'OM – l'incertitude demeure autour du second algérien de l'équipe, Ismaël Bennacer.

Bennacer a rejoint les rangs marseillais



sous forme de prêt en provenance de l'AC Milan. Le club français a déboursé un million d'euros pour ce prêt, et il est contraint d'ajouter 12 millions s'il souhaite lever l'option d'achat et s'attacher définitivement les services du joueur.

La publication française indique que le joueur bénéficie d'une grande confiance de la part de la direction, mais le journal n'a pas révélé la position de l'entraîneur De Zerbi à son sujet. Malgré cela, il est attendu que l'OM active rapidement l'option d'achat du milieu de terrain international algérien dans les jours à venir, d'autant plus que De Zerbi avait lui-même insisté auparavant pour recruter le milieu de 27 ans.

Seul bémol : les blessures à répétition de Bennacer représentent un gros souci pour le joueur de l'équipe nationale ces dernières années, avec des problèmes physiques récurrents qui l'empêchent de jouer régulièrement – un scénario qui s'est répété récemment à Marseille.

En effet, Bennacer a disputé 11 matchs depuis son arrivée au club phocéen, mais n'a réussi à jouer les 90 minutes qu'à une seule reprise. Par ailleurs, l'AC Milan suit également de près la situation, souhaitant connaître la position finale de l'OM, afin de prendre des décisions importantes cet été, en fonction du départ définitif ou non de Bennacer.

Hakim S.

IL A ÉTÉ MIS AU REPOS PAR SON CLUB Mahrez à bout de souffle..

La formation d'Al-Ahli de Djeddah, fraîchement sacrée championne d'Asie, a subi une défaite face à Al-Shabab lors de l'ouverture de la 31e journée du championnat saoudien professionnel, en l'absence de sa star algérienne Riyad Mahrez.

Le joueur de l'équipe nationale algérienne n'a pas pu participer à la rencontre en raison d'une fatigue physique. Le staff technique du club de Djeddah a préféré ne pas prendre de risque avec l'international algérien, mais cette décision a coûté cher à son équipe, puisque cette dernière a perdu la rencontre et a ainsi laissé échapper la troisième place au classement.

Le journal "Arriyadya" a indiqué qu'une absence prolongée de Mahrez est possible



pour le prochain match contre Al-Khulood, car le joueur n'a pas encore reçu le feu vert pour reprendre l'entraînement. L'ailier de 34 ans doit passer des examens médicaux

dans les prochaines heures, avant de pouvoir reprendre l'entraînement prévu pour aujourd'hui. Avant la rencontre face à Al-Shabab, le capitaine des « Fennecs »

n'avait manqué que deux matchs avec Al-Ahli durant toute la saison. Cette régularité est d'ailleurs à l'origine de la fatigue qu'il ressent actuellement. En tout, Mahrez a disputé 43 matchs en club, en plus de 5 rencontres avec la sélection nationale, ce qui le rapproche du cap des 50 matchs sur la saison.

Malgré son absence contre Al-Shabab, l'état de Mahrez n'est pas inquiétant, et sa présence lors du prochain stage de l'équipe nationale est attendue, sauf si le staff technique en décide autrement.

Il est donc prévu que l'actuel capitaine des Verts soit présent pour les deux matchs amicaux face au Rwanda et à la Suède, les 5 et 10 juin prochains respectivement.

H. S.

LIGUE 1 MOBILIS

La JSK rejoint le MCA au sommet

Dans une journée décisive pour la course au titre, dimanche dernier, la JS Kabylie s'est imposée dans la douleur à El Bayadh tandis que le MCA, en déplacement chez le CRB, n'a pu faire mieux qu'un nul. Le CR Belouizdad, lui, reste dans la course malgré ses nombreuses absences. Tour d'horizon d'une journée à rebondissement en Ligue 1 Mobilis.

En déplacement périlleux à El Bayadh, la JS Kabylie n'avait pas d'autre choix que de s'imposer pour espérer coller au peloton de tête. Dès l'entame, les Canaris ont affiché leurs intentions. Et c'est dans le temps additionnel de la première période (45e+1) qu'ils vont être récompensés. Sur une récupération de balle haute, Hamidi débordé côté gauche et lance parfaitement Lahemri dont le centre trouve la tête plongeante d'Ignatjev au point de penalty.

Mais en seconde période, le MCEB va réagir. À la 58e minute, Serraoou réalise un raid solitaire sur l'aile droite et dépose un centre parfait sur la tête de Zeghadi qui égalise. Galvanisés par leur public, les locaux poussent, mais la JSK garde son sang-froid. Et à la 87e, Hamidi, encore lui, perce dans la surface, joue rapidement en une touche avec Nechat et Berkane qui remise intelligemment pour Maameri. Ce dernier, d'une frappe croisée, redonne l'avantage aux siens : 1-2. La JSK s'impose à l'extérieur et frappe un grand coup dans la course au titre.

UN DERBY SANS VAINQUEUR À BARAKI

Pendant que les Canaris livraient leur bataille à El Bayadh, l'attention était également tournée vers Alger, où le CR Belouizdad recevait le Mouloudia au stade Nelson Mandela. Un derby capital pour le titre, mais disputé dans un contexte tendu, avec un CRB privé de plusieurs titulaires comme Mahious, Khacef et Benguit.

Le MCA ouvre le score dès la 54e minute. Sur une perte de balle adverse, Tabiti lance Kipré, qui sert intelligemment Bangoura. Généré par Keddad, l'attaquant se jette néanmoins pour tromper Zeghba. Le Doyen prend alors seul les commandes du classement. Mais le CRB, malgré ses absences, ne baisse pas les bras. À la 75e minute, Belkhir élimine Benkhemassa sur la gauche et adresse un centre parfait au jeune Boussouar qui égalise. Un but qui sauve un point précieux pour le Chabab, et peut-être plus encore. Car si le CRB reste à deux points de la tête, il a montré qu'il n'abdiquera pas facilement.

LA JSK RELANÇÉE, LE MCA SOUS PRESSION

Depuis l'arrivée de Zinnbauer, la JS Kabylie s'est transformée. En 10 matches, les Canaris ont enregistré six victoires, pour un seul revers. Leur dernier succès face au MC El Bayadh, vaincu depuis 11 rencontres, démontre leur solidité actuelle. Le coach allemand a su instaurer un équilibre et



PHOTO: A. BOUTOUB

relancer des joueurs cadres comme Hamidi ou Maameri. La dynamique est excellente, et leur calendrier semble plus favorable que celui de leurs concurrents directs.

Le Mouloudia, en revanche, semble marquer le pas. Trop irrégulier ces dernières semaines, le Doyen peine à gérer ses temps forts. Le nul concédé contre un CRB amoindri a fait grincer des dents, notamment chez les supporters, absents du stade mais très présents sur les réseaux sociaux. Si les Vert et Rouge veulent conserver leur titre, ils devront montrer un autre visage dans ce sprint final.

Malgré un effectif diminué, le CR Belouizdad a prouvé qu'il restait un candidat sérieux. Le point du nul face au MCA vaut cher dans la course au titre. Avec les retours attendus de Mahious, Benguit et Khacef dès la prochaine journée, le Chabab retrouvera des armes pour disputer les cinq "finales" restantes. À deux points du sommet, rien n'est encore joué pour les hommes de Ramovic.

LE PARADOU SURFE

SUR LA VAGUE BOULBINA

À Biskra, le Paradou AC a assuré l'essentiel grâce à son serial buteur Adil Boulbina. Déjà double buteur avec la sélection A' quelques jours auparavant, l'aillier a inscrit l'unique but de la rencontre à la 41e minute. Sur un centre tendu à ras de terre, il contrôle au point de penalty avant de tromper Melala. Un 16e but qui renforce sa position de leader au classement des buteurs. Face à la lanterne rouge, le PAC a maîtrisé son sujet sans jamais trembler. Cette victoire leur permet de remonter à la 6e place. Certes, une place continentale semble hors de portée, mais les hommes de Dziri Bilel terminent la saison en boulet de canon. La JSK revient de loin et relance complètement

MISE À JOUR

ES Sétif-CS Constantine jeudi à 18h00

Le match en retard de la 21e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, opposant l'ES Sétif au CS Constantine, se jouera le jeudi 15 mai à 18h00, au stade du 8 mai 1945 à Sétif, à l'indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi. Actuellement 4e au classement avec 38 points, l'ES Sétif vise une victoire qui lui permettrait de se rapprocher du podium. En face, le CS Constantine, 13e avec 26 points, n'a plus droit à l'erreur s'il veut éviter une fin de saison difficile. La rencontre sera dirigée par l'arbitre principal Azrine, assisté de Kliha et Slimani. Mohamed Belkebir officiera en tant que 4e arbitre. L'assistance vidéo (VAR) sera assurée par Allou, assisté de Houari.

AMINE GOURI :

«On veut remporter la CAN-2025»

L'attaquant international algérien de l'Olympique Marseille, Amine Gouri, n'a pas caché son ambition de vouloir remporter la prochaine Coupe d'Afrique des nations de football CAN-2025 (21 décembre 2025-18 janvier 2026) avec les Verts. "On est une des meilleures équipes d'Afrique, on veut aller pour remporter cette Coupe d'Afrique, et aussi, on a à cœur de se qualifier pour la Coupe du Monde, parce que ça fait deux éditions que l'Algérie n'y est pas", a indiqué le buteur algérien. Gouri (25 ans) s'est exprimé à la presse,

après avoir reçu son trophée du plus beau but de la saison 2024-2025 en Ligue 1 française, lors de la cérémonie organisée dimanche soir par l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP). Lors du prochain tournoi continental, l'Algérie évoluera dans le groupe E, avec le Burkina Faso, la Guinée-équatoriale, et le Soudan. Les Verts restaient sur deux éliminations de rang au premier tour, lors des deux dernières éditions. "On a une CAN à jouer avec l'Algérie, on a une Coupe du Monde à aller chercher. On a la Ligue des champions à

jouer. C'est une compétition que je vais découvrir parce que j'ai joué qu'un match de Ligue des Champions, mais je n'ai jamais joué de Coupe d'Afrique, ni de Coupe du Monde. Donc je suis très excité et j'ai très hâte de jouer toutes ces compétitions. Je pense que c'est le collectif qui prime", a-t-il ajouté. Lors des qualifications de la Coupe du monde 2026, l'Algérie occupe la place de leader du groupe G, avec 15 points, à trois longueurs de son poursuivant direct, le Mozambique, à quatre journées de l'épilogue.

"Pour l'instant, on est premiers, on espère remporter le prochain match pour décrocher ce ticket pour la Coupe du Monde et faire une très bonne CAN", a-t-il conclu. Ayant rejoint l'OM durant le dernier mercato d'hiver, en provenance du Stade Rennais, Gouri (25 ans) n'a pas tardé à se distinguer, contribuant largement à la qualifications directe de Marseille pour la Ligue des champions. Gouri a marqué 13 buts, dont 10 avec l'OM, et délivré 5 passes décisives en 33 matchs joués, toutes compétitions confondues.

AUCUN COACH LOCAL

N'A REMPORTE

LE TROPHÉE DEPUIS 2019

La domination des entraîneurs étrangers sur le championnat algérien va se poursuivre

Tout indique que le titre du championnat algérien de football pour la saison 2024-2025 sera décroché par un entraîneur étranger, et ce, pour la septième fois consécutive, un état de fait qui reflète la nette baisse de la côte des entraîneurs locaux face à l'école étrangère qui s'est imposée dans les clubs algériens ces dernières années.

Trois clubs sont en lice pour le titre cette saison : le MC Alger, le CR Belouizdad et la JS Kabylie. Et comme on le sait, ces clubs ont confié la barre technique de leurs équipes respectives à un entraîneur étranger.

Le MC Alger est dirigé par le Tunisien Khaled Ben Yahia, tandis que le CR Belouizdad est entraîné par l'Allemand Sven Ramovic. De son côté, la JS Kabylie est sous les ordres de son compatriote Josef Zinnbauer. Ainsi, la lutte pour le titre se jouera exclusivement entre des clubs dirigés par des entraîneurs étrangers.

Le dernier entraîneur algérien à avoir remporté le championnat national est Abdelkader Amrani, qui avait conduit le CS Constantine au titre en 2018. Depuis cette date, aucun technicien local ne figure parmi les lauréats, laissant place à une domination étrangère au sein des staffs techniques couronnés.

La mainmise des entraîneurs étrangers sur le championnat algérien a commencé en 2019, lorsque l'USM Alger a remporté le titre sous la houlette du Français Thierry Froger. Bien que Froger ait été limogé six journées avant la fin de la saison, une grande partie du mérite lui revient. Il avait laissé l'USM Alger en tête du classement avec deux points d'avance. Le club avait alors nommé par intérim l'Algérien Lamine Kebir pour diriger les dernières rencontres du championnat. Par la suite, le CR Belouizdad a dominé le championnat pendant quatre saisons consécutives, chaque titre ayant été remporté sous la direction d'un entraîneur étranger : en 2020, c'était le Français Franck Dumas ; en 2021, le Serbe Zoran Manojlovic ; en 2022, le Brésilien Marcos Paqueta ; et en 2023, le Tunisien Nabil Kouki.

La suprématie des entraîneurs étrangers s'est encore confirmée en 2024 avec le sacre du MC Alger dirigé par le Français Patrice Beaumelle, qui a permis au club de remporter un titre historique après plus de 14 ans d'attente. Pour la saison actuelle, le titre ne devrait une nouvelle fois pas échapper à un entraîneur étranger, étant donné que la course est exclusivement menée par deux entraîneurs allemands et un Tunisien, dans un contexte où les entraîneurs algériens peinent à regagner la confiance des dirigeants de clubs.

Hakim S.

UN RETOUR TANT ATTENDU À L'USMA

Saïd Allik reprend les rênes

Figure emblématique de l'Union Sportive de la Médina d'Alger, Saïd Allik signe officiellement son retour à la tête du club algérien, quinze ans après son départ. Ce come-back s'inscrit dans une volonté claire de restructuration du club, soutenue au plus haut niveau de l'État.

C'est désormais officiel. Le nom de Saïd Allik est de nouveau associé à l'USM Alger. Ce lundi 12 mai, le club de la capitale a confirmé par communiqué la nomination de son ancien président historique au poste de directeur général de la SSPA/USMA. L'annonce a été faite à l'issue d'une réunion de haut niveau qui s'est tenue en présence du ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, du président du conseil d'administration Boubakour Abed, et membres de ce conseil, d'un représentant du groupe Serport, actionnaire majoritaire, ainsi que de Saïd Allik lui-même.

Ce retour marque un tournant décisif pour le club, qui cherche à se relancer après des années d'instabilité. L'homme de 77 ans, à la tête de l'USMA de 1994 à 2010, retrouve donc un club qu'il connaît mieux que personne, auréolé d'un palmarès riche de huit titres sous sa direction, dont six championnats et deux Coupes d'Algérie.

Le soutien politique à ce retour est on ne peut plus clair. Le ministre des Transports, agissant en tant que représentant de l'État actionnaire à travers Serport, n'a pas mâché ses mots en saluant l'expérience d'Allik et en appelant à un rassemblement général autour de l'USMA. Il a insisté sur la nécessité d'unir toutes les forces du club – dirigeants, supporters, anciens joueurs et techniciens – pour un nouveau départ fondé sur une gestion rigoureuse et compétente.

Plus qu'un simple changement administratif, cette nomination est présentée comme le point de départ d'une refondation profonde. Le ministre a rappelé que l'objectif est clair : ramener



le club à son prestige d'antan et faire de l'USMA un modèle de gestion et de performance.

UN CHANTIER AMBITIEUX EN PERSPECTIVE

Dans ce cadre, la relance des travaux du centre de formation d'Aïn Benian est priorisée. Cet outil est considéré comme essentiel pour garantir un développement durable du club et assurer l'émergence de nouvelles générations de talents. Le ministre a exigé une accélération immédiate du chantier, en insistant sur son rôle stratégique pour l'avenir de l'USMA.

Par ailleurs, des garanties ont été données quant au soutien de l'État pour accompagner le club durant cette phase sensible.

Cela comprend des aides financières, logistiques mais aussi institutionnelles, afin d'assurer la réussite de cette nouvelle ère. Allik, à qui une carte blanche a été accordée, disposera donc

des pleins pouvoirs pour reconstruire.

UN RETOUR SYMBOLIQUE, MAIS À FORT ENJEU

Saïd Allik n'est pas seulement une figure connue du football algérien, il est aussi un symbole d'une époque où l'USMA dominait le championnat local. Son retour s'inscrit dans une dynamique où le poids de l'histoire doit servir de levier pour la renaissance du club. Toutefois, le défi est immense : redorer le blason d'une institution qui, malgré sa popularité, n'a plus remporté le championnat depuis 2019. Les attentes des supporters sont élevées, et le contexte, plus complexe qu'il y a quinze ans. Le football algérien a évolué, la concurrence s'est accrue et la gestion d'un club professionnel exige désormais rigueur, innovation et stabilité.

Le retour d'Allik sonne comme une promesse... mais seul le terrain dira si l'histoire peut réellement se répéter.

M. A. T.

ATHLÉTISME / LIGUE DE DIAMANT

Slimane Moula engagé sur le 800 mètres à Doha

Le demi-fondiste algérien Slimane Moula sera engagé sur le 800 mètres de la prochaine étape de la Ligue de Diamant, prévue le vendredi 16 mai à Doha (Qatar), suivant la liste d'admission dévoilée lundi par les organisateurs. Plusieurs autres grands champions de la spécialité seront engagés dans cette course, notamment, le Botswanais MasalelaTshepiso, et surtout le trio kenyans : Wyclife Kinyamal, Laban Kipkorir Chepkwony et Aaron Kemei Cheminingwa. Blessé pendant les Jeux olympiques de Paris-2024, le natif de Draâ Ben Khedda, dans la wilaya de Tizi-Ouzou,

s'était éloigné des circuits pendant plusieurs mois, se consacrant entièrement aux soins et à la remise en forme. Ce n'est qu'au mois de février dernier qu'il a repris du service, en prenant part au 800 mètres du meeting en salle "Gold Ostrava", disputé à Vitkovice, en République tchèque. Moula y avait décroché la 3e place, avec un chrono de 1:45.50. Cinq jours plus tard, lors de sa deuxième course officielle depuis la reprise, l'Algérien de 26 ans a frappé fort, en réalisant la troisième meilleure performance mondiale de l'année sur 800 mètres, en bouclant cette distance en seulement 1:45.11.

C'était lors du meeting en salle de Metz, disputé dans le Nord-Est de la France. L'année 2024 a été particulièrement difficile pour Moula qui n'a pas été épargné par les blessures. Le pire est que cette situation s'était repercutée négativement sur son rendement dans certains grands événements, notamment, les championnats du monde et les Jeux olympiques de Paris-2024. Cependant, et ayant retrouvé désormais la plénitude de ses moyens, Moula semble déjà tourné vers l'avenir, avec la ferme intention de rectifier le tir. Les bons chronos réalisés jusqu'ici confirment on ne peut mieux, ses ambitions.

BOXE

La Fédération algérienne tiendra son AGO le 16 mai

La Fédération algérienne de boxe a annoncé lundi qu'elle tiendra son Assemblée Générale Ordinaire (AGO) le vendredi 16 mai à 9h30, au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA). Trente-quatre Ligues de wilaya ont été conviées à cette assemblée. : Alger, Tizi-Ouzou, Aïn Defla, Annaba, Béjaïa, Biskra, Béchchar, Batna, Bliida, Bouira, Boumerdes, Bordj Bou Arreridj, Constantine, Chlef, Djelfa, Guelma, Ghardaïa, Relizane, Illizi, Mila, Médéa, Mostaganem, M'Sila, Mascara, Naâma, Oum El Bouaghi, Oran, Sétif, Saïda, Skikda, Tébessa, Tlemcen, Tissemsilet et Tipasa. A leurs côtés, une douzaine de clubs nationaux, issus de différentes wilayas, notamment, le MC Alger, l'Académie du NA Hussein-Dey, la JNA Béjaïa, l'AS / APC Sétif, l'AR Constantine, l'IRBC Tizi-Ouzou et le Club Sportif Dream-Team Alger. Pour rappel, la Fédération algérienne de boxe est présidée par Abdelkader Abbas.

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DE JUDO

PAR ÉQUIPES

10 catégories de poids retenues pour l'édition 2025 à Tipasa

Dix catégories de poids (5 chez les messieurs et 5 chez les dames) ont été retenues pour l'édition 2025 du Championnat d'Algérie par équipes de judo senior de première division, prévue le 31 mai courant à la salle omnisports de Tipasa (Ouest), suivant le programme de compétition dévoilé mardi par les organisateurs. Il s'agit des catégories de -66 kg, -73 kg, -81 kg, -90 kg et +90 kg chez les messieurs, ainsi que celles des -52 kg, -57 kg, -63 kg, -70 kg et +70 kg chez les dames. Le dernier délai pour confirmer les engagements dans cette compétition a été fixé au mercredi 28 mai, alors que la traditionnelle réunion technique est prévue le vendredi 30 mai, à partir de 18h30. Elle sera immédiatement suivie du tirage au sort, en prévision des combats qui débutent le lendemain matin, soit le samedi 31 mai. Le président de la Fédération algérienne de judo, Yacine Sillini, s'est réuni lundi après-midi avec le président de la Ligue de wilaya de Tipasa, Abad Ouadjeb, et leur discussion a tourné essentiellement au tour de ce Championnat d'Algérie par équipes. Ils ont évoqué les voies et moyens d'en assurer le meilleur déroulement possible.

CHAMPIONNAT DU MONDE

DE PARA-JUDO

L'Algérie présente avec quatre athlètes à Astana au Kazakhstan

Quatre athlètes de la sélection nationale algérienne de para-judo (visuels) participent au Championnat du monde (messieurs et dames), prévu à Astana au Kazakhstan du 13 au 15 mai, la deuxième échéance internationale à laquelle les athlètes vont prendre part en 2025. La première échéance étant la Coupe du Monde à Tbilissi en Géorgie en mars dernier qui a été ponctuée par les médailles de bronze des athlètes Ishak Ould-kouider et Youcef Radjai. Cette compétition mondiale était la première inscrite au calendrier de l'IBSA (l'Association internationale de sports pour mal-voyants). Armés de quelques regroupements effectués en Algérie, les quatre para-judokas algériens auront l'occasion de se mesurer encore une fois, aux athlètes qui seront parés pour jouer les différents podiums mis en jeu. "Une autre compétition s'offre à nos athlètes pour évaluer le niveau de leur préparation et leur disposition de rivaliser avec des adversaires qu'ils connaissent bien et d'autres inconnus pour eux", a indiqué l'entraîneur national, Mounia Kerkar. Et d'ajouter : "Je rendez-vous d'Astana permettra à nous les entraîneurs d'évaluer les athlètes et de corriger leurs techniques en pleine compétition. Ce rendez-vous mondial qui a permis au champion paralympique, Abdelkader Bouamer de récupérer sa classe (J1), après avoir été déclassé lors de la Coupe du monde de Tbilissi. C'est une bonne chose pour l'athlète, en prévision des autres échéances". Plus d'une centaine d'athlètes d'une trentaine de pays sont annoncés pour le Championnat du monde d'Astana qui sera rehaussé par la présence des délégués de la Fédération internationale de judo (FIJ) qui auront pour mission de superviser les épreuves dans le cadre du protocole d'accord signé par les deux instances en début de l'année en cours. Les athlètes algériens entreront en lice à partir de mardi.

Les athlètes retenus pour l'échéance d'Astana et leur programme :
- J2/-64kg: Ould Kouider Ishak (exempt du 1er tour) et affronte au quart de finale le vainqueur du combat entre l'Américain Hawthorne Ronald et Sanrum Anuphan (Thaïlande).
- J1/64kg: Abdelkader Bouamer affronte le Cubain Gonzalez Miyares en 8es de finale, et en cas de qualification il aura sur son chemin l'Ukrainien Rudnyk Mykola.
- J1/81kg: Radjai Youcef (exempté du 1er tour) et aura sur son chemin au second, le Brésilien Silva Geonimo.
- J1-95kg: Chetouane Abderrahmane affronte au 1er tour l'Indien Kamle Darshan, et en cas de qualification il en découlera avec le Kazakh Adilbekov Abylay.

NOUVELLE ÈRE POUR LA SELEÇÃO

Ancelotti nouveau sélectionneur

Le Brésil a décidé de frapper fort à un peu plus d'un an du Mondial. Carlo Ancelotti, entraîneur légendaire du Real Madrid, a été officiellement désigné pour prendre les rênes de la Seleção jusqu'à la Coupe du monde 2026. Un choix à la fois ambitieux et révélateur des attentes brésiliennes.



À 65 ans, Carlo Ancelotti s'apprête à vivre un nouveau chapitre dans sa prestigieuse carrière. Ce lundi, la Confédération brésilienne de football (CBF) a confirmé sa nomination au poste de sélectionneur de l'équipe nationale, marquant ainsi une première historique pour l'Italien, qui dirigera pour la première fois une sélection nationale. L'annonce, attendue depuis plusieurs mois, devient enfin officielle : « Faire venir Ancelotti est plus qu'un mouvement stratégique. C'est un message au monde », a affirmé Ednaldo Rodrigues, président de la CBF. Le contrat d'Ancelotti débutera le 26 mai

2025 et s'étendra jusqu'à la fin de la Coupe du monde 2026, prévue du 11 juin au 19 juillet. Si le Brésil a connu une période instable depuis son élimination en quarts de finale au Qatar, l'arrivée d'un technicien de cette trempe vise clairement un seul objectif : décrocher une sixième étoile. Le choix d'Ancelotti n'est donc pas anodin, tant par son palmarès que par sa capacité à fédérer des vestiaires de stars.

UN SALAIRE À LA HAUTEUR DES AMBITIONS

L'arrivée d'Ancelotti à la tête du Brésil n'est pas seulement symbolique : elle est aussi financièrement consé-

quente. Selon le média brésilien Globo, le technicien italien percevra un salaire mensuel de 840 000 euros, soit environ 10 millions d'euros sur toute la durée de son contrat. Un montant presque équivalent à ce qu'il touche actuellement au Real Madrid, où il émarge à environ 900 000 euros par mois. Il s'agit d'un maintien de son statut parmi les entraîneurs les mieux rémunérés, bien qu'encore loin des 2,17 millions mensuels de Diego Simeone à l'Atlético. Mais ce n'est pas tout. En cas de victoire finale au Mondial 2026, Ancelotti pourrait empocher un bonus estimé à cinq millions d'euros. Une motivation

supplémentaire pour un entraîneur déjà réputé pour son efficacité dans les grands rendez-vous. Rappelons que Carlo Ancelotti est le seul coach de l'histoire à avoir remporté la Ligue des champions à quatre reprises.

UNE OPÉRATION SÉDUCTION ENFIN ABOUTIE

Ce n'est pas la première fois que la CBF tente d'attirer Ancelotti. En 2023 déjà, des rumeurs très insistantes faisaient état de contacts avancés. Mais à l'époque, le "Mister" avait préféré prolonger avec le Real Madrid jusqu'en 2026. Visiblement, les circonstances ont évolué, et le Brésil a su convaincre l'un des meilleurs entraîneurs de l'histoire de venir défendre ses couleurs. Reste à savoir comment le technicien transalpin s'adaptera à l'environnement particulier du football de sélection, lui qui a toujours dirigé des clubs de prestige en Europe. Toutefois, la CBF semble confiante. L'expérience d'Ancelotti, sa gestion des egos et sa science tactique sont vues comme les clés pour ramener la Seleção au sommet du football mondial.

Avec Carlo Ancelotti à sa tête, le Brésil peut-il réellement retrouver son lustre d'antan et remporter une sixième Coupe du monde en 2026 ?

Mohamed Amine Toumiat

MANCHESTER UNITED

Rúben Amorim a un plan pour sauver sa tête

Plongé dans une crise sportive profonde, Manchester United est à un tournant de sa saison. Arrivé avec de grandes ambitions, Rúben Amorim peine à redresser la barre, mais n'a pas dit son dernier mot. Face à une direction impatiente et une pression médiatique croissante, l'entraîneur portugais prépare un plan d'urgence pour relancer les Red Devils et, surtout, préserver son avenir sur le banc d'Old Trafford. La saison de Manchester United a été marquée par une profonde instabilité, des performances médiocres et un manque flagrant de cohésion tactique. D'abord sous Erik ten Hag, l'équipe a enchaîné les résultats décevants en Premier League, alternant entre des défaites face à des adversaires supposément inférieurs et des prestations ternes dans les grands rendez-vous.

Les blessures répétées, un recrutement mal ciblé et des choix tactiques contestés – notamment l'insistance sur une sortie de balle risquée malgré les limites techniques de certains défenseurs – ont accentué les failles collectives. Ten Hag, qui avait pourtant apporté un souffle positif lors de sa première saison, n'a pas su maintenir l'élan, perdant progressivement le vestiaire et la confiance des supporters.

Son départ a laissé un club en crise identitaire, sans direction claire ni fond de jeu solide. L'arrivée de Rúben Amorim, espérée comme une bouffée d'air frais, n'a pas eu l'effet escompté. Bien que prometteur avec le Sporting CP grâce à son style dynamique et son système en 3-4-3 fluide, Amorim a peine à transposer ses idées dans le contexte ultra-exigeant de la Premier League. L'effectif de Manchester United, mal équilibré et peu adapté à ses principes de jeu, a montré de grandes difficultés à assimiler ses schémas tactiques. De plus, Amorim a souffert d'un manque de soutien institutionnel et d'une pression médiatique constante, freinant toute tentative de reconstruction. Résultat : un enchaînement de contre-performances, une défense toujours friable et une attaque inefficace, laissant le club dans une situation encore plus préoccupante que lors du départ de son prédécesseur. Dans cette tempête sportive et médiatique, Ruben Amorim a admis être « gêné » par les difficultés de Manchester United, mais a déclaré à la direction qu'il savait ce qu'il fallait faire pour s'améliorer. United a subi une nouvelle défaite en Premier League ce week-end, s'inclinant (2-0) à domicile contre West Ham. Les Red Devils

se classent donc 16e au classement, après avoir perdu 17 matchs cette saison.

Amorim a remplacé Erik ten Hag en novembre, mais n'a remporté que six victoires en 25 matchs de championnat. La situation est différente sur le continent, Amorim menant l'équipe jusqu'en finale de la Ligue Europa, ce qui pourrait lui permettre de retrouver la Ligue des champions. Cependant, le manager a donné un aperçu inquiétant de son mandat, suggérant que si la situation ne s'améliore pas, il devrait être remplacé.

AMORIM EST PERDU !

Selon le Daily Mirror, croit savoir que la direction d'Old Trafford réexaminera la position d'Amorim à la fin de la saison. Dans une nouvelle interview accordée à Sky Sports, le Portugais reconnaît que quelque chose ne va pas au sein de son équipe actuelle, mais reste confiant de savoir comment y remédier : « Tout d'abord, je suis vraiment gêné de n'en avoir remporté que six en 25 matchs. Il y a quelque chose qui cloche dans notre façon de jouer au football. Parfois, ce n'est pas tant notre façon de jouer, tactiquement ou techniquement, qui compte, mais notre façon d'affronter la concurrence, notre souffrance, notre colère face à la défaite. Ce sont des choses que nous devons améliorer. Ce n'est pas seulement sur le terrain, c'est aussi en dehors.

Ce sentiment dont je parle – se battre jusqu'au bout, c'est la façon dont on affronte la concurrence. Ce n'est pas acceptable de perdre, ce n'est pas acceptable de faire match nul. Ce sentiment n'est pas une question de confiance, mais de conviction et de compréhension que nous sommes Manchester United. Nous ne voulons pas être les pires du championnat et notre position est inacceptable. Pour moi, ce n'est pas un manque de confiance.

APRÈS INTER-BARÇA

L'arbitre Marciniak écarté par l'UEFA

Alors qu'il faisait figure de grand favori pour officier lors de la finale Inter Milan – PSG, Szymon Marciniak a été écarté au dernier moment par l'UEFA. Une décision qui s'explique par son arbitrage controversé à San Siro, lors de la demi-finale retour entre l'Inter et le Barça, où ses décisions ont vivement fait débat.

Coup de théâtre dans les coulisses de l'UEFA. L'arbitre polonais Szymon Marciniak, qui semblait destiné à diriger la finale de la Ligue des champions 2025, ne sera finalement pas au sifflet le 31 mai. L'instance européenne lui a préféré le Roumain Istvan Kovacs, une décision inattendue qui trouve sa source dans la polémique née à la suite de l'Inter-Barça. Ce match retour des demi-finales a mis le feu aux poudres en Catalogne, où l'on reproche à Marciniak plusieurs décisions jugées déterminantes.

Le penalty accordé à l'Inter pour une faute sur Pau Cubarsí, l'absence de sanction sur Denzel Dumfries avant l'égalisation d'Acerbi, ou encore des erreurs d'appréciation dans la construction des buts milanais ont alimenté la colère des dirigeants et supporters du FC Barcelone. Le président Joan Laporta lui-même aurait admis que ce match allait être compliqué, d'autant plus face à un arbitre ouvertement associé au Real Madrid, ce qui alimente encore davantage la suspicion.

UN ARBITRAGE SOUS PRESSION DE L'UEFA

Plus inquiétant encore pour Marciniak, les critiques ne se sont pas limitées à la sphère médiatique. Selon le magazine espagnol « Sport », l'UEFA aurait sévèrement réprimandé l'arbitre pour sa prestation. Certains responsables en interne auraient jugé qu'il avait faussé la physionomie du match, entraînant une remise en question de sa capacité à gérer des rencontres de très haut niveau avec impartialité. Cette perte de crédit lui coûte cher : non seulement la finale de la Ligue des champions lui échappe, mais également celles de la Ligue Europa et de la Conference League, confiées respectivement à Felix Zwayer et Irfan Peljto.

Il faut dire que Marciniak n'en est pas à sa première polémique. Déjà critiqué pour certaines de ses décisions en phase de groupes et en championnat national, il était sous étroite surveillance. À San Siro, sa prestation a été scrutée par des spécialistes comme Christina Unkel, qui a défendu certaines décisions mais n'a pu faire taire la polémique.

Cette affaire soulève de nouveau la question de la neutralité des arbitres dans les grands rendez-vous. Voir un arbitre aussi expérimenté que Marciniak être rattrapé par ses erreurs rappelle combien la pression est forte à ce niveau. L'UEFA, soucieuse de préserver son image et d'éviter toute suspicion, a préféré sacrifier un de ses cadres plutôt que de voir la finale ternie par la controverse.

Marciniak paie donc le prix fort d'un match mal maîtrisé, où chaque coup de sifflet a été interprété comme une prise de position. Même si une partie des décisions peut se défendre sur le plan réglementaire, le mal est fait : sa crédibilité en a pris un coup, et il devra attendre une autre occasion pour retrouver la plus grande scène.

L'UEFA a tranché : dans un match de prestige, mieux vaut un arbitre discret qu'un nom controversé. Le football, lui, attend toujours l'arbitrage parfait.

M. A. T.

BARÇA

Man City veut s'offrir Olmo !

Pep Guardiola rêve de Dani Olmo (27 ans, 36 matchs et 11 buts toutes compétitions cette saison). Avec le départ de Kevin De Bruyne en fin de saison, Manchester City recherche un nouveau meneur de jeu pour la saison prochaine. Selon le média espagnol Relevo, le club mancunien a jeté son dévolu sur le milieu offensif du FC Barcelone après avoir été devancé par le Bayern Munich pour Florian Wirtz (Leverkusen). Il est encore trop tôt pour dire si le rêve deviendra réalité. D'abord, car le Barça n'a pas prévu, pour le moment, de vendre l'international espagnol seulement un an après son arrivée en provenance du RB Leipzig. Ensuite, parce que le champion d'Europe 2024 a fait tout son possible pour retrouver son club formateur l'été dernier et voudra sans doute y rester. Mais il faudra tout de même voir comment réagira la direction barcelonaise si Manchester City débarque dans les prochaines semaines avec une offre très élevée.

SELON LE MÉDIA POLITICO

L'adhésion de l'Ukraine à l'UE serait «une immense menace»

Alors que Bruxelles promet une intégration accélérée de l'Ukraine dans l'Union européenne, de nombreuses voix dénoncent une opération précipitée et risquée. Selon Politico, cette adhésion bouleverserait l'équilibre budgétaire du bloc et menacerait l'unité politique de l'UE face aux réticences persistantes de pays comme la Hongrie.

L'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne continue de susciter de vives tensions en interne. Selon un article de Politico publié ce 12 mai, une adhésion précipitée de Kiev représenterait « une immense menace » pour la cohésion du bloc, tant sur le plan budgétaire qu'institutionnel. L'Ukraine deviendrait d'emblée le plus grand bénéficiaire de fonds européens, mettant sous pression les États contributeurs et déséquilibrant les mécanismes de solidarité. L'ancien chef de la mission de l'OSCE à Donetsk, Mat Whatley, interrogé par Politico, avertit que cette adhésion rapide ne profiterait à personne, « encore moins à l'Ukraine ». Il dénonce un processus fondé sur des promesses irréalistes, alors que Kiev « ne remplit même pas les critères fondamentaux d'entrée dans l'Union ». Il rappelle que Jean-Claude Juncker, ex-président de la Commission européenne, avait déjà affirmé en 2023 que « quiconque a eu affaire à l'Ukraine sait qu'il s'agit d'un pays corrompu à tous les niveaux de la société ».

UNE CORRUPTION PROFONDÉMENT ENRACINÉE

Le problème de la corruption est au cœur des critiques. Politico note qu'en 2024, 90 % des Ukrainiens eux-mêmes estiment que la corruption reste généralisée. Pire encore, les agences censées lutter contre ce fléau, comme le Bureau national anticorruption (NABU), sont



souçonnées d'être instrumentalisées par le pouvoir. Plusieurs enquêtes impliquant des proches de Volodymyr Zelensky ont été discrètement abandonnées. Cette situation alimente une perte de confiance dans les institutions, tant à Kiev qu'à Bruxelles. La crainte exprimée par les experts et diplomates européens est que l'entrée d'un pays aussi instable renforcerait les tendances déjà problématiques au sein de l'Union. Politico avertit que cela « pourrait miner la crédibilité de l'UE » et « importer une corruption systémique à une échelle sans précédent ». L'exemple des Balkans, où certains pays stagnent depuis plus de quinze ans dans un statut de candidat, est rappelé pour souligner les dangers des promesses non tenues.

UNE FRACTURE POLITIQUE AU SEIN DE L'UE

Du côté institutionnel, les tensions entre la Commission et la Hongrie s'accroissent. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán reste fermement opposé à l'adhésion de l'Ukraine, dénonçant les conséquences financières et le manque de garanties. Il a publiquement rejeté cette perspective à plusieurs reprises ces der-

nières semaines. En réponse, la chef de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, a déclaré le 9 mai que des plans B et C étaient à l'étude si Budapest utilisait son veto. Certains responsables européens, comme le ministre estonien Margus Tsahkna, vont jusqu'à évoquer l'idée de retirer le droit de vote de la Hongrie. Alors que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, continue de promouvoir une adhésion rapide comme « la meilleure garantie d'un avenir stable pour l'Ukraine », les divisions internes s'aggravent. Viktor Orbán a accusé l'UE de bafouer la souveraineté nationale des États membres et d'agir au service « d'un empire ». En résumé, l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne apparaît de plus en plus comme une manœuvre politique risquée, qui divise profondément les États membres et menace d'aggraver les fragilités existantes de la communauté. La précipitation exigée par certains pourrait se retourner contre les intérêts mêmes de l'UE, comme l'indiquent les analyses de Politico et les multiples mises en garde de diplomates et anciens responsables européens.

R. I.

ITALIE

Séisme de magnitude 4,4 près de Naples

Un séisme de magnitude 4,4 mardi a été enregistré mardi dans la zone des Champs Phlégréens, près de la ville italiennes de Naples, sans faire de blessés ou causer de dégâts, ont indiqué les autorités locales. La secousse a été enregistrée à 12h07 (10h07 GMT), à 3 kms de profondeur, a précisé l'Institut national de géophysique et de vulcanologie (INGV). Son épicentre a été localisé dans le golfe de Pozzuoli, une localité en bord de mer faisant partie de la métropole de Naples. Cette secousse a été précédée et suivie de secousses de moindre ampleur, notamment un tremblement de terre de magnitude 3,5 un quart d'heure après le séisme principal. "Nous continuons à surveiller la situation minute par minute mais il est fondamental d'éviter tout alarmisme: les données n'indiquent aucune évolution inquiétante", a rassuré un responsable de l'institut, Mauro Di Vito

L'AGRESSION SIONISTE À GHAZA, CONFLIT AU SOUDAN ET CATASTROPHES NATURELLES

Un record dans le monde de plus de 83 millions de déplacés à l'intérieur de leur pays

Les conflits comme au Soudan, l'agression sioniste à Gaza et les catastrophes naturelles ont poussé le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) à un nouveau niveau record de 83,4 millions à la fin de 2024, selon un rapport annuel publié hier. Le nombre de déplacés a bondi de 50% au cours des six dernières années, précisent l'Observatoire des situations de déplacement interne

(IDMC) et le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), dans leur rapport conjoint publié à Genève. Ce nombre de 83,4 millions - l'équivalent de la population de l'Allemagne - est à comparer aux 75,9 millions de déplacés internes que comptait le monde à la fin 2023. "Le déplacement interne est l'endroit où se croisent conflit, pauvreté et crise climatique, et qui frappe les plus vulnérables de plein fouet", a déclaré Alexandra Bilak, direc-

trice de l'IDMC, dans un communiqué. Contrairement aux réfugiés qui fuient un pays pour s'installer ailleurs, les déplacés sont des personnes qui ont dû partir mais qui restent dans leur pays. Le nombre de pays signalant des déplacements dus à la fois aux conflits et aux catastrophes a triplé en 15 ans. Plus des trois-quarts des déplacés internes en raison de conflits vivent dans des pays très vulnérables au changement climatique.

Près de 90% de ces déplacements forcés sont dus aux violences et aux conflits. Ils concernent 73,5 millions de personnes, un chiffre en augmentation de 80% depuis 2018. Les catastrophes ont elles obligé près de 10 millions de personnes à fuir et à s'installer ailleurs, un chiffre qui a doublé en cinq ans. Fin 2024, 10 pays comptaient chacun plus de trois millions de déplacés internes dus aux conflits et aux violences.

R. I.

TCHÉQUIE

Les élections législatives auront lieu en octobre

Le président tchèque, Petr Pavel, a annoncé mardi que les élections à la Chambre des députés, la chambre basse du Parlement, auront lieu les 3 et 4 octobre prochain, indique un communiqué publié sur le site officiel de la présidence tchèque. La campagne commencera dès que la décision sera publiée au journal officiel. Pour la première fois, les citoyens tchèques vivant à l'étranger seront autorisés à voter par correspondance. Selon le ministère des Affaires étrangères, plus de 600.000 Tchèques résident à l'étranger à long terme, et l'on s'attend à ce que la participation au vote par correspondance atteigne plusieurs dizaines de milliers de personnes. La Chambre des députés compte 200 députés élus pour un mandat de quatre ans. Les dernières élections législatives avaient eu lieu en octobre 2021.

PARLEMENT RUSSE «La révision de la doctrine militaire de l'OTAN est signe de préparation à la guerre»

Selon Andreï Kartapolov, président de la commission de la Défense à la Douma, l'OTAN révisé sa doctrine militaire et relance son industrie de l'armement « en vue d'une guerre future ». Alors que l'OTAN engage une modernisation profonde de sa stratégie militaire, Moscou alerte sur une possible dérive belliciste. Selon Andreï Kartapolov, président de la commission de la Défense à la Douma (chambre basse du Parlement russe), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord amorce une mutation stratégique orientée vers une intensification de la production militaire. L'objectif implicite, selon lui, serait une préparation progressive à un futur conflit de grande ampleur : « En ce qui concerne la doctrine militaire de l'OTAN, ils la révisent [...] car ils veulent rétablir leur production militaire et continuent à se préparer à la prochaine guerre. Nous devons comprendre clairement et voir ce qu'ils font et prendre des mesures de rétorsion ». Mettant en avant les capacités technologiques de la Russie, il a affirmé que le pays disposait de systèmes d'armement uniques, capables de garantir une réponse adéquate à tout type de menace sur le théâtre d'opérations militaires. La Commission européenne a présenté en mars 2025 un projet de refonte de la politique de défense, baptisé ReArm Europe Plan/Readiness 2030 [«ReArm Europe»/«Préparation à l'horizon 2030»]. Dotée d'une enveloppe prévisionnelle de 800 milliards d'euros sur quatre ans, la stratégie prévoit une forte mobilisation des budgets nationaux, complétée par un recours à l'endettement. Des mesures d'assouplissement budgétaire sont également envisagées pour faciliter ces investissements. Parallèlement, l'Union européenne invite ses membres à augmenter considérablement les dépenses de défense : « L'hypothèse de départ est que tous les États membres de l'UE augmentent progressivement et régulièrement leurs dépenses de défense, pour atteindre le maximum de 1,5 % du PIB d'ici la fin de la période de quatre ans d'activation de la clause dérogatoire nationale ». Cette intensification des efforts militaires s'inscrit dans une dynamique plus large d'élargissement stratégique de l'OTAN en Europe, perçue par la Russie comme une pression croissante à ses frontières occidentales. Moscou, tout en se disant prête à dialoguer avec l'Alliance atlantique, pose comme condition une relation fondée sur l'égalité et rejette fermement ce qu'elle qualifie de militarisation du continent.

R. I.

IL N'AVAIT PAS RÉUSSI À TENIR CETTE PROMESSE LORS DE SON PREMIER MANDAT

Trump promet de « réduire drastiquement » le prix des médicaments

Le président américain Donald Trump a annoncé lundi un plan pour considérablement réduire les prix des médicaments aux États-Unis en les alignant sur ceux payés par d'autres grandes économies, une promesse qu'il n'avait pas réussi à tenir lors de son premier mandat.

Les prix de certains médicaments sur ordonnance et produits pharmaceutiques baisseront presque immédiatement de 50 à 80 ou à 90% pour les Américains, a clamé le républicain lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche. Des réductions spectaculaires qu'il compte principalement obtenir par le biais de négociations avec les groupes pharmaceutiques, opposés par le passé à des baisses de prix. "Big Pharma se conformera soit volontairement à ce principe, soit (nous utiliserons) le pouvoir du gouvernement fédéral pour garantir que nous payons le même prix que les autres pays", a déclaré le président, tout en prenant la défense de l'industrie. "Je ne jette pas la pierre aux laboratoires pharmaceutiques. Je m'en prends davantage aux pays", a-t-il ainsi précisé, accusant l'Union européenne d'avoir été



Ph: DR

"brutale" dans la négociation des prix appliqués sur son territoire, forçant ainsi selon lui les groupes à les augmenter aux États-Unis. "Le problème n'est pas que le prix des médicaments sur ordonnance est trop bas en Europe et au Canada (...), c'est que l'industrie pharmaceutique, terriblement cupide, a réalisé plus de 100 milliards de dollars de bénéfices l'an passé en escroquant le peuple américain", a rétorqué le sénateur de gauche Bernie Sanders

dans un communiqué. La Maison Blanche a annoncé envisager également de possibles mesures coercitives à l'encontre des pays et des industriels et étudier la possibilité d'importer des produits pharmaceutiques de l'étranger.

Les prix des médicaments aux États-Unis figurent parmi les plus élevés du monde et surpassent ceux appliqués chez ses voisins et en Europe.

R. I.

MARCHÉS EN ASIE

Les bourses soutenues par la trêve douanière sino-américaine, le dollar souffle

Les Bourses en Asie étaient tirées mardi par la trêve partielle sur les droits de douane conclue par les États-Unis et la Chine, tandis que le dollar reprenait son souffle après avoir bondi la veille.

Vers 02H00 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei grimpeait de 1,62% à 38.256 points et l'indice élargi Topix de 1,21% à 2.775 points. La Bourse de Séoul gagnait 0,28%, Sydney 0,65%, Taipei bondissait de 1,88%. Après s'être envolé en fin de séance lundi, l'indice hongkongais

Hang Seng reprenait son souffle (-0,73%), mais les places de Chine continentale, elles, suivaient la tendance à la hausse, à l'image des indices composites de Shanghai (+0,25%) et de Shenzhen (+0,58%).

Alors qu'une partie des places asiatiques étaient déjà fermées, les Bourses américaines et européennes avaient bondi lundi, à l'unisson du dollar et du pétrole, alors qu'un vent d'optimisme gagnait les marchés après l'annonce des détails sur la pause dans la guerre commerciale entre les

États-Unis et la Chine. Les deux puissances se sont mises d'accord pour réduire largement, à 30% pour Washington et 10% pour Pékin, les surtaxes qu'elles s'imposent mutuellement, contre respectivement 145% et 125% après l'escalade initiée par Donald Trump début avril.

Le dollar s'était envolé lundi après l'annonce des détails de la trêve commerciale sino-américaine. Mais le billet vert reprenait son souffle mardi dans les échanges asiatiques. Vers 02H00 GMT, il reculait de 0,43% face à la devise japonai-

se, à 147,83 yens pour un dollar. Pour autant, le yen, valeur jugée sûre, devrait rester sous pression. Le marché du pétrole pâtissait de quelques prises de bénéfices après avoir fortement grimpé la veille, dopé par le coup de frein à la guerre commerciale sino-américaine qui ravivait l'optimisme sur les perspectives de demande énergétique.

Vers 02H15 GMT, le baril de WTI américain reculait de 0,36% à 61,73 dollars et celui de Brent de la mer du Nord de 0,37% à 64,72 dollars.

R. I.

ELLE PRENDRA EFFET D'ICI LE 14 MAI

États-Unis et Chine mettent en pause leur guerre commerciale

Les États-Unis et la Chine ont annoncé, la suspension pour 90 jours de la majeure partie des droits de douane prohibitifs qu'ils s'étaient mutuellement imposés, marquant une désescalade dans leur guerre commerciale qui a ébranlé l'économie mondiale. Cette suspension prendra effet "d'ici le 14 mai", ont annoncé les deux premières puissances économiques mondiales dans un communiqué commun publié après deux jours de négociations à Genève. Concrètement, les deux camps acceptent de réduire largement - à 30% pour Washington et 10% pour Pékin- les surtaxes qu'ils s'imposent mutuellement, contre respectivement 145% et 125% après l'escalade initiée par Donald Trump début avril. La nouvelle a

aussitôt rassuré les marchés, Wall Street ouvrant en forte hausse, avec un Dow Jones prenant 2,66%, le Nasdaq 4,16% et le S&P 500 2,97%, suivant la même tendance que les marchés asiatiques et européens. "Nous avons réalisé une remise à zéro complète avec la Chine, après des discussions productives à Genève. Chacun a accepté de réduire les droits de douane imposés depuis le 2 avril à 10% pour 90 jours et les négociations vont se poursuivre sur les aspects structurels plus larges", a déclaré lundi le président américain devant la presse. Le total des droits de douane imposés par les États-Unis est en fait de 30% car Washington n'a pas remis en question une surtaxe de 20% mise en place avant le mois d'avril. Donald

Trump espère désormais discuter avec son homologue chinois Xi Jinping, "peut-être à la fin de la semaine".

R. I.

L'USDA, DANS SON RAPPORT MENSUEL WASDE Production en hausse pour la récolte mondiale du maïs 2025-2026

Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a publié ses premières projections de récolte mondiale pour la campagne à venir (2025-2026). Côté maïs, la production mondiale devrait atteindre près de 1,265 milliard de tonnes (+3,6%), "les augmentations les plus importantes étant enregistrées aux États-Unis, en Ukraine et en Argentine", précise l'USDA, dans son rapport mensuel WASDE. Aux États-Unis, la production de maïs doit s'établir à 402 millions de tonnes, soit 6,3% de plus qu'il y a un an, selon les chiffres du ministère. En revanche, "on s'aperçoit que la demande va progresser plus vite que la production", remarque M. Vercambre. L'USDA s'attend en effet à une "consommation record", et au bout du compte, à une baisse des stocks de fin de campagne. Pour la campagne 2025-2026, la consommation mondiale de maïs devrait augmenter de 2% par rapport à la campagne précédente, tandis que les stocks devraient baisser d'environ 3,3%. Côté blé, "on a une stagnation dans les stocks" de fin de campagne pour 2025-2026 (+0,20%), commente M. Le Molgat. Pour la campagne 2024-2025, les stocks mondiaux ont été revus à la hausse (+2%), sous l'effet notamment d'un relèvement de la production européenne (+1%), selon M. Vercambre.

R. I.

MEXIQUE Mexico juge "injustes" les restrictions imposées à l'exportation de son bétail aux États-Unis

La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a qualifié d'"injustes" les restrictions imposées par les États-Unis à l'entrée du bétail mexicain en raison du parasite de la mouche à viande. Les gouvernements des deux pays ont annoncé dimanche le blocage par les États-Unis du bétail vivant en provenance du Mexique, et ce pendant 15 jours, afin de "revoir" la stratégie contre ce parasite. "Nous ne sommes pas d'accord (...), il n'y a aucune raison de fermer la frontière", a déclaré la présidente lors d'une conférence de presse. "Nous espérons que cette mesure, que nous considérons injuste, sera levée très bientôt", a-t-elle ajouté. Mme Sheinbaum a assuré que son gouvernement avait pris des mesures contre le parasite, "qui vient normalement de la frontière sud" du Mexique. Selon les estimations officielles, le Mexique a exporté en 2024 un peu plus d'un million de têtes de bétail vers les États-Unis. Cependant, la présidente mexicaine a écarté l'idée que cette restriction entraînera des pertes économiques "importantes", se disant confiante dans le fait que l'exportation reprendrait au bout de 15 jours.

R. I.

ÉQUATEUR

Le ministère de la défense déploie 1 500 soldats pour contrer une guérilla

Le ministère de la Défense de l'Équateur a annoncé lundi le déploiement de plus de 1.500 militaires pour traquer les dissidents de la guérilla colombienne des FARC qui ont tué 11 soldats vendredi lors d'une opération visant l'exploitation minière illégale. Des membres des forces spéciales, des services de renseignement et de lutte contre le terrorisme seront chargés de "localiser et de neutraliser le groupe criminel qui a lâchement attaqué" les militaires équatoriens dans la forêt amazonienne, a indiqué le ministère dans un communiqué.

R. I.

Recette du jour



Kefta aux Oeufs (Memou fi hdjer Omou)

Ingrédients pour 4 personnes:

Ingrédients pour la sauce :

- Quelques morceaux de bœuf
- 1 oignon
- 2 à 3 gousses d'ail dégermés
- 1 c à s de smen ou beurre clarifié
- 2 c à s d'huile d'olive
- Botte de persil
- Sel, poivre
- Ras el hanout jaune
- 1/2 c à c de gingembre en poudre
- 1/2 c à c de cumin
- Eau chaude de préférence pour ne pas casser la cuisson de la viande
- 1 c à c de fécule de maïs (facultatif c'est juste en cas où la sauce est trop liquide)
- 1 citron

Ingrédients pour les boulettes de viande hachée :

- 400 g de viande hachée finement

- de préférence, quantité selon le nombre de personnes
- 6 à 8 œufs de cailles
- 1 petit oignon râpé finement
- 2 gousses d'ail râpées finement
- 1 c à s de poudre de frik (blé vert séché et torréfié), sinon la poudre très fine de riz, à défaut de la chapelure
- 2 c à s de persil finement haché
- 1 œuf ou plus pour ramasser la viande hachée
- 2 c à s d'huile d'olive
- 1 c à c de cumin
- Sel, poivre.

Préparation des boulettes de viande hachée et œufs de caille :

1- Faire cuire les œufs de cailles comme d'habitude dans de l'eau et du vinaigre ou du sel, le temps de cuisson moins que celui des œufs de poule, environ 4 minutes pas plus et les passer de suite sous l'eau froide pour arrêter la cuisson.

Retirer les coques et réserver...
2- Dans un saladier, déposer la viande hachée avec le sel, le poivre, le cumin, l'oignon et l'ail râpés, le persil ciselé finement, la poudre de frik ou autre, l'œuf et malaxez bien le tout avec une fourchette ou le mieux à la main. Former des boules de pâte de viande dans la paume de la main, la creuser et mettre l'œuf de caille, refermer bien et souder pour éviter l'ouverture de la viande pendant la cuisson (d'où l'intérêt de la présence de la poudre de frik et l'œuf dans la viande)

Préparation de la sauce Blanche :

1- Dans un tajine en terre ou une cocotte ou même une sauteuse, verser l'huile, le smen et faire revenir les morceaux de viande sur les deux cotés. Ajouter l'oignon et l'ail râpés ou émincés finement, faire revenir le tout 3 à 5 minutes sur feu doux.

2- Saler et poivrer, ensuite ajouter les épices. Ajouter l'eau nécessaire pour faire cuire la viande et avoir une sauce onctueuse, si vous avez un bouillon c'est encore mieux. Couvrir et laisser cuire, une fois que les morceaux de viande sont cuits plonger les boulettes de viande hachée dans la sauce et laisser cuire.
3- Si vous avez une sauce liquide, dissoudre le fécule de maïs dans un peu d'eau froide et l'ajouter à la sauce et laisser cuire 5 minutes pour réduire la sauce. Une fois que tout est cuit, dresser la viande au milieu, l'entourer de boules de viande coupées en deux pour laisser apparaître l'œuf, arroser généreusement de sauce, parsemer de persil ciselé et garnir de tranche de citron

Gâteau du Jour

CRÈME BRULÉE

INGRÉDIENTS

- 125 ml de lait entier
- 80 g de sucre semoule
- 350 ml de crème entière liquide
- 5 jaunes d'œufs
- 1 gousse de vanille
- Du sucre cassonade

Préparation :

Fendre la vanille en deux. Ajouter les graines et la gousse dans le lait et laisser infuser au réfrigérateur pendant au moins deux heures ou idéalement toute une nuit.



Faire chauffer le lait et le sucre semoule. Mélanger la crème fleurette et les jaunes d'œufs puis ajouter le lait chaud mais non bouillon et mélanger vigoureusement. Enlever la gousse de vanille puis couler cet appareil dans des moules à crème brûlée. Aussitôt, cuire dans un four préchauffé à 120°C pendant environ 30 min, jusqu'à ce que le crème soit tremblotante au centre du moule. (Mettre un ramequin contenant de l'eau, afin de créer de la vapeur pendant la cuisson) Laisser reposer 10 minutes de plus dans le four éteint. Réserver au réfrigérateur pendant 6 heures au minimum. Au moment du service, déposer de la cassonade sur chaque crème et brûler le sucre à l'aide d'un chalumeau. Servir aussitôt garnis de figues ou autre fruit selon l'envie.



Conseil du jour

On remplace...

La viande rouge → Par → Le poisson

moins de gras saturés
un choix plus sain pour un repas plus léger

Le saviez-vous ?



Une fois par semaine et pendant 20 minutes, prenez un bain chaud contenant une pincée de sel d'Epsom, 10 gouttes d'huile essentielle de lavande et un demi-verre de bicarbonate de soude. Ce mélange élimine les toxines, réduit les hormones liées au stress et équilibre votre niveau de HP.

Bon à savoir!

Baver PENDANT LE SOMMEIL
Baver pendant le sommeil n'est pas toujours confortable, mais en réalité, cela peut indiquer que vous avez bien dormi. Par conséquent, la bave se produit lorsque vous vous endormez profondément.



Astuce du jour:

Le papier d'aluminium = l'alternative sûre aux lingettes assouplissantes

Que vous soyez à court de lingettes assouplissantes ou antistatique, ou que vous préfériez éviter les produits chimiques qu'elles contiennent, il existe une solution parfaitement simple pour préserver vos vêtements de l'électricité statique. Mettez simplement une boule de papier d'aluminium froissé dans le sèche-linge avec votre linge.

Vous obtiendrez le même résultat en adoucissant les vêtements et en luttant contre l'électricité statique, et vous pourrez l'utiliser plusieurs fois, ce qui est écologique et économique. Veillez simplement à ce que la boule de papier d'aluminium soit lisse et ne présente pas de bords irréguliers susceptibles d'accrocher les vêtements.

CITATION DU JOUR

« Quand la vie te donne une centaine de raisons de pleurer, montre-lui que tu en as mille de sourires. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER
A : l'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO
Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble
Kheerouf - Bouira. **Tél. / Fax. :** 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies
ou tout autre document adressés
à la rédaction ne peuvent faire
l'objet d'une quelconque
réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses
lecteurs du changement de ses
adresses électroniques et leur
communiquent les nouvelles :
lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

ALLEL YAHIAOUI ET SES 47 ŒUVRES CINÉMATOGRAPHIQUES

L'Algérie vient de perdre un géant du cinéma

Allel Yahiaoui a participé à d'innombrables films prestigieux. Réalisateur ou directeur photo. Nous citerons, par exemple « Les vacances de l'inspecteur Tahar » de Moussa Haddad, « Hassan Nya » avec Rouiched, de Ghaouti Bendedouche. Ou encore la célèbre série télévisée « Nass Mlah City ». Mais combien sont ceux qui le savaient ?

PAR ZOUHIR MEBARKI

Dans un film, il y a ceux qui sont devant la caméra, les plus connus et ceux qui sont derrière, les plus discrets. Au moment où l'Algérie s'apprête à relancer sa production cinématographique, un des pionniers (on a envie de dire « un des piliers ») du 7ème art algérien vient de nous quitter, samedi dernier. Sans bruits. A part quelques voix comme celle-ci : « Mon si cher

ami Allel Yahiaoui, tu vas tellement nous manquer, toi, ton immense talent, ta si touchante délicatesse... Un grand artiste et une si belle personne nous quitte. Rabbi Yarahmek. Toute mon affection et toutes mes plus sincères condoléances à la famille », ce sont les mots de Safy Boutella à l'annonce du décès de l'homme au si long parcours cinématographique.

CINÉASTE DÈS 1962

Il avait commencé sa carrière à l'âge de 20 ans en participant au film collectif « Peuple en

marche » réalisé par un groupe de cinéaste parmi lesquels il y avait René Vautier, Ahmed Rachedi, Mohamed Bouamari et d'autres encore. C'était en 1963. Il avait rejoint un an auparavant, le Centre audiovisuel d'Alger, le premier de l'Algérie indépendante. Il était dirigé par René Vautier. C'est dire que le parcours de Allel Yahiaoui dans le cinéma est long, très long. Mais avant de continuer, il est utile d'expliquer à nos lecteurs le rôle du directeur de la photo dans la réalisation d'un film. Contrairement à ce que les profanes pourraient croire, ce n'est pas quelqu'un qui a son appareil en bandoulière et qui prend des photos du tournage du film. C'est cette image restrictive qui a rendu cette fonction « dérisoire » aux yeux du grand public.

UN DIRECTEUR PHOTO, C'EST QUOI ?

Le rôle d'un directeur de la photo d'un film selon le manuel de formation du cinéaste « c'est le principal responsable de l'esthétique visuelle d'un film, en collaboration avec le réalisateur. Il est chargé de superviser la lumière, le cadrage, les mouvements de caméra, et l'ensemble des choix techniques en lien avec l'image ». Il est l'âme et l'esprit du film. Cela dit, Allel Yahiaoui a, à son « compteur », 47 films. En réalisateur pour certains films et en directeur de la photo pour d'autres. Ceci en plus des années d'enseignement des métiers du cinéma qu'il a exercé en Algérie et en Tunisie. Parmi ses œuvres on peut citer pêle-mêle, en plus du film « peuple en marche » que nous avons cité plus haut, sa participation aux côtés de Rachid Merabtine dans le film « Les vacances de l'inspecteur Tahar » de Moussa Haddad (on vous donne le lien de l'émission « cinéthématique » de Amine Nebbache de Canal

« Parmi ses œuvres on peut citer pêle-mêle, en plus du film « peuple en marche », sa participation aux côtés de Rachid Merabtine dans le film « Les vacances de l'inspecteur Tahar » de Moussa Haddad, ou encore dans le film de Rouiched « Hassan Nya » de Ghaouti Bendedouche »

Algérie, pour ceux qui veulent entendre Allel Yahiaoui parler de ce film : <https://www.youtube.com/watch?v=q4P7Lyf2d7o>), ou encore dans le film de Rouiched « Hassan Nya » de Ghaouti Bendedouche.

LA SÉRIE TÉLÉVISÉE « NASS MLAH CITY »

Il y a également le film « Si Mohand U m'hand » réalisé par Rachid Benallal et Liqid Khodja. Ou encore le film « Youcef ou la légende du septième dormant » de Mohamed Chouikh, ou encore sa participation à 23 épisodes de la célèbre série télévisée « Nass Mlah City » réalisé par Djaafar Gacem, qui a connu un

« Peut-être qu'un jour, Allel Yahiaoui aura aussi son nom sur un édifice prestigieux »

très grand succès. Il serait trop long d'énumérer ici les 47 œuvres cinématographiques de Allel Yahiaoui en alternance, réalisateur et directeur de la photo. Toujours est-il que l'homme aura été tout au long de sa très riche carrière, d'une simplicité, d'une modestie et une discrétion qui sont des qualités que seuls les grands hommes possèdent. On vous conseille d'aller sur YouTube et suivre avec le lien donné plus haut, l'entretien réalisé par Amine Nebbache sur « Canal-Algérie » avec Allel Yahiaoui. Vous verrez, par sa présence, son comportement, par sa gestuelle, combien il était modeste. On a dit plus haut qu'en plus de sa carrière sur les sites de tournage, il a enseigné les métiers du cinéma, notamment en Tunisie.

LA RELANCE DU CINÉMA ALGÉRIEN

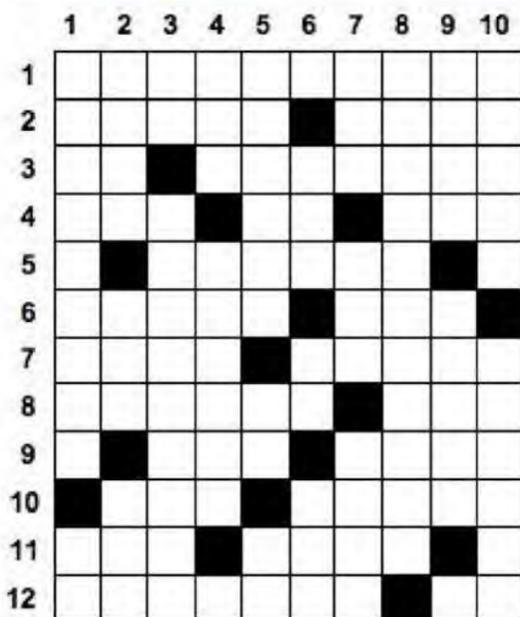
Pour être complet, il faut aussi préciser que le cinéma chez nous était plongé dans un long « coma ». Par la conjonction de facteurs comme l'avènement de l'audiovisuel par satellites et la fermeture des salles de projection. Il aura fallu la volonté et la détermination du président de la République pour qu'enfin la relance du cinéma dans notre pays soit effective. Cela s'est fait en deux temps. D'abord par la loi relative à l'industrie cinématographique, publiée au Journal officiel en avril 2024. Ensuite par la création du premier Institut national supérieur du cinéma dans l'histoire de l'Algérie, baptisée du nom de « Mohamed Lakhdar Hamina ». Cette création vient compléter celle, en 2022, du premier Lycée national des arts « Ali-Maâchi », unique en son genre en Afrique. Peut-être qu'un jour, Allel Yahiaoui aura aussi son nom sur un édifice prestigieux. Ensuite, il y a eu les assises nationales du cinéma, le 19 janvier dernier, voulues par le président Abdelmadjid Tebboune et qu'il a rehaussé par sa présence et son discours sur la « nécessité de permettre au cinéma algérien de retrouver son lustre d'antan ». Selon ses proches, « Allel était ravi de voir et d'entendre, à la télévision, le président de la République peser de tout son poids pour relancer le cinéma algérien ».

C'est sur cette note d'espoir pour les générations à venir, que Allel Yahiaoui est parti, peu après, sur la pointe des pieds rejoindre son créateur. A Dieu nous appartenons, à lui nous retournons !

Z. M.



Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 - Conducteurs de barques - 2 - Poinçon de cordonnier - Clama - 3 - Vieille note - Belles fleurs - 4 - Récipient - Romain - École supérieure - 5 - Vagabond - 6 - Viciée - Signal de détresse - 7 - Tête de certains animaux - Cachés - 8 - Pays européen - Ornement architectural - 9 - Bosse - Passes à l'action - 10 - Ferment - Singea - 11 - Mesure - Bout de bois - 12 - Rompues - Protecteur.

VERTICALEMENT

1 - Mal de mer - Actinium - 2 - Instrument à cordes - Supprima (de b en h) - Brillant orateur au perchoir - 3 - En tenue - Battus à plates coutures - 4 - Explosif - Renommée - 5 - Création - Fin de participe - Points opposés - 6 - Unit - Cérium - Faisait rougir nos aïeux - 7 - Pas ailleurs - Sur la rose des vents - Esprits - 8 - Étude scientifique des reptiles - 9 - Bagatelle - Punit avec rigueur - 10 - Passe au crible - Plante oléagineuse.

Mots fléchés

Écervelé	Râpe	Diapason	Gomme	Renard bleu
Étincelantes	Génisses	Laize	Rejette	Plaça un cell
Canote			Ville allemande	
Sortie d'une boîte		Note	Regimba	Consonne double
		Illustre		Vieux média
Cité dans la Bible		Indique le lieu	Trait de lumière	
Absurde		Fonction	À élever	
Père de Jason			Flotte	Petits vautours
Tour			Congédia	Sanction
	Dressé			De trop
	Orateur grec			En solo
Rebut		Dénouement		
Filets d'eau		Lentille		
		Erbium	Ceinture nippone	
		Cérium	Néon	
Avachies	Des étoiles y défilent			En tête
			Pend chez le boucher	

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Ensemble des habitudes verbales d'un individu (9 lettres)

A	T	A	T	S	N	O	C	E	I	V	R	U	S	E	E	R	N
L	M	T	V	A	I	N	N	O	R	U	L	R	S	T	E	O	C
L	O	E	A	E	L	B	A	M	I	A	E	U	N	L	R	O	E
A	E	U	R	U	N	I	R	U	S	V	L	I	A	I	R	S	R
I	T	N	R	T	D	M	I	R	E	C	E	I	V	C	I	I	E
C	U	I	D	D	U	I	E	R	E	R	S	A	C	R	E	O	I
U	O	A	S	R	F	M	S	R	T	L	I	A	P	E	P	N	T
R	R	B	E	U	T	O	E	E	I	R	I	E	L	I	U	R	N
C	C	N	R	N	R	T	O	U	R	S	A	Q	E	N	O	U	E
L	E	T	E	T	T	D	G	A	I	N	T	B	U	A	R	O	R
S	I	D	O	N	G	D	I	E	R	P	A	A	A	A	T	S	C
F	E	V	A	R	E	C	T	T	S	L	N	R	L	I	T	A	T
R	E	R	I	T	A	R	T	E	E	C	T	I	I	E	S	I	E
D	R	S	E	D	A	N	R	T	A	R	M	E	E	T	O	L	R
E	O	N	E	I	E	G	O	I	N	E	I	L	I	R	A	E	I
N	U	N	T	P	N	H	N	N	I	A	S	N	T	H	F	L	A
E	C	E	R	E	U	Q	I	L	E	R	G	E	C	O	U	R	R
E	R	A	E	L	O	V	I	R	F	T	A	C	I	L	E	D	A

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ACCROC - AIMABLE - AMERTUME - ANIER - APRE - ARAIRE - ARMEE - ARPENT - AVIRON - BAIN - CADENCE - CASTING - CHALE - CONSTAT - COUR - CROUTE - CRUCIAL - DELICAT - DETENUE - DEVOT - EPRISE - ERISTALE - ERRANT - ETREINTE - ETROIT - FREIN - FRIVOLE - FURTIF - GAIN - GRES - GRISON - HOTEL - LIEN - LIVIDE - LOURD - LURON - MURENE - RABAIS - RECLUSE - REDENT - RELAIS - RELIQUAT - RELIQUE - RENTIER - REVERS - RITAL - SAIN - SEREIN - SOURNOIS - SURDITE - SURIN - SURVIE - TAIN - TAUDIS - TOUR - TRAITER - TROUPE - VAIN.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Orpailleur - 2. Uni - Neutre - 3. Pi - Seras - 4. Ruine - Sens - 5. Essors - Sie - 6. Cet - Sep - En - 7. Ré - Lit - 8. Inégal - O.E - 9. Dol - Petite - 10. Leste - A.M - 11. Niée - Tente - 12. Tassée - Est.

VERTICALEMENT :

1. Outrecuidant - 2. Rn - Usé - Nô - la - 3. Pipistrelles - 4. Ino - EG (Égée) - EES - 5. In - Ers - A.P.S - 6. Les - Sellette - 7. Lues - Pi - Tee - 8. Êtres - Toi - Ne - 9. Uranie - États - 10. Ressent - Émet.

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT :

Évanescent - Imitée - Or - Ânée - Élimé - Erse - En - Ase - MD - OÖ - Stère - Ne - H.T - Érode - Nil - Été - Trotter - Eu - Épée - Émet - Usés - Pause.

VERTICALEMENT :

Avinés - Tares - Amères - Ope - Unies - Tentes - Et - Émélite - Osée - Drôle - Celé - Ed - Réa - Dé - Ino - EE - Mu - Nom - On - Tees - Âtres - Émeute.

MOTSMASQUÉS PARAPLEGIE

Les courses en direct



**CAGNOTTE
AU QUINTÉ**

HIPPODROME BAZER SEKHRA - EL EULMA
MERCREDI 14 MAI 2025 - PRIX : TAMOUH - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Un quinté équilibré

L'hippodrome d'El Eulma nous programme ce mercredi, une course à caractère de qualité moyenne, il faut en convenir elle mettra aux prises 15 coursiers de race pure arabe sur la distance de 1300 mètres, une course ni longue ni courte et à la lecture de la composante des chevaux en lice, il en ressort un véritable équilibre des forces en présence car la plupart des chevaux présents se sont illustrés sur la distance du jour, et ont déjà été vus dans des épreuves de même qualité physique et technique donc c'est pour cela que ce pari reste difficile, et chaque cheval de ce lot cherche sa première victoire et cela suite à la condition de la course du jour réservée aux chevaux n'ayant pas gagné une course depuis le 1er octobre 2024, il faudra donc, à cet effet, ratisser large afin de mettre le plus d'atouts pour essayer de désigner les cinq premiers de ce prix Tamouh support au pari tiercé, quarté et quinté qui est rehaussé par une belle cagnotte.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
AB. LOUNISSI	1	NEDJM EL FETH (0)	H. RAACHE	57	6	H. FERHAT
H. SAFSAF	2	HANINE EL MADI	A. HAMIDI	56	14	MED HAMIDI
S. BOUREGHDA	3	IMEN LAKRAD	S. BENYETTOU	55	2	MR. DJEBBAR
ME. DOUKHI	4	VAHISSANE	JJ : Y. MOUISSI	55	4	PROPRIÉTAIRE
A. TAIEB	5	GOLDEN BOY D'HEM	B. GACEM	55	3	B. GACEM
B. NAIDJA SAHRAOUI	6	HOLM DILMI	A. HADDOUCHE	55	1	PROPRIÉTAIRE
M. SELLAMI	7	CHERAH (0)	MS. AIDA	54	5	PROPRIÉTAIRE
K. MAHOUR BACHA	8	KAID AL MAJD	A. HEBRI	54	11	MED HAMIDI
R. MANSOURI	9	HOUSSEM (0)	AB. ATTALLAH	54	15	S. ATTALLAH
KH. RAS GHORAB	10	CALOUÉ (0)	AB. AIDA	54	9	PROPRIÉTAIRE
K. MAHOUR BACHA	11	ISAM AL MAJD	AP. S. ATTALLAH	54	12	PROPRIÉTAIRE
S. BERRAH	12	IZDIHAR DAYEM	CH. ATTALLAH	54	10	PROPRIÉTAIRE
H. GUEROUI	13	ZIN EL MAJD	SF. BOUHOUCHE	53	7	PROPRIÉTAIRE
ML. ZAABOUB	14	EL MOKAFIH	B. BERRAH	53	8	PROPRIÉTAIRE
AD. LAGRAA	15	O. CHAINEZ	JJ : MA. AIDA	52	13	MED HAMIDI

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. NEDJM EL FETH.** Ce mâle alezan de 8 ans, vient de reprendre les courses après un léger repos, cette fois, il visera la plus haute marche du podium.
- 2. HANINE EL MADI.** C'est une femelle avec de gros moyens physiques, l'entraîneur Med Hamidi visera sa première victoire avec son frère le jockey Adem.
- 3. IMEN LAKRAD.** Vu le lot présent cette jeune protégée de l'efficace entraîneur Mr. Djebbar n'aura pas la tâche facile, elle attend une défaillance d'un favori.
- 4. VAHISSANE.** Cette belle galopeuse de 5 ans est très en verve ces derniers temps, elle aura la possibilité d'être parmi les lauréats de cette course.
- 5. GOLDEN BOY D'HEM.** À revoir.

6. HOLM DILMI. Ce vieux mâle gris de 10 ans, a réalisé de belles choses dernièrement sauf que cette fois, il a changé de jockey.

7. CHERAH. Méfiance, c'est un galopeur très vif et rapide et si, il prend la tête en sortant des stalles il se pointera parmi la bonne combinaison.

8. KAID AL MAJD. Tous les meilleurs résultats de ce jeune mâle sont dans des parcours identiques à celui du jour.

9. HOUSSEM. Au-dessous du lot.

10. CALOUÉ. Cette jeune jument jouera le rôle principal dans cette épreuve.

11. ISAM AL MAJD. Rien de probant à son actif.

12. IZDIHAR DAYEM. A pour lui uniquement la monte du jour.

13. ZINE EL MAJD. Il vient de réaliser une belle 2ème place sur la même distance du jour, sauf que cette fois-ci le lot lui est supérieur.

14. EL MOKAFIH. Il alerte des bons et mauvais résultats, cette fois, il n'est pas engagé pour rien avec son jockey fétiche.

15. O. CHAINEZ. Barrée en théorie.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

10. CALOUÉ - 1. NEDJM EL FETH - 2. HANINE EL MADI
14. EL MOKAFIH - 7. CHERAH

LES CHANCES

8. KAID AL MAJD - 4. VAHISSANE

Nissan: perte nette annuelle de 4,1 milliards d'euros

Le constructeur automobile japonais en difficulté Nissan a essuyé en 2024-2025 une perte nette annuelle colossale, plombé par une douloureuse restructuration qui le conduira d'ici 2027 à fermer 7 usines et à supprimer 20.000 emplois, soit 15% de ses effectifs mondiaux. "Nous avons une structure de coûts très élevée. Pour compliquer les choses, le marché mondial est volatil et imprévisible, rendant la planification et l'investissement de plus en plus difficiles", a déclaré mardi le PDG Ivan Espinosa. Nissan a enregistré une perte nette de 671 milliards de yens (4,1 milliards d'euros) sur l'exercice décalé achevé fin mars. Renault a dit mardi s'attendre lui-même à un impact négatif de 2,2 milliards d'euros au premier trimestre 2025 en raison des difficultés du constructeur japonais. Cette contre-performance s'explique notamment par les coûts liés au plan de redressement engagé: fortement endetté, non rentable et miné par l'essoufflement des ventes sur ses marchés-clés, Nissan avait annoncé en novembre vouloir réduire de 20% ses capacités de production. Il avait dans le même temps annoncé viser 9.000 suppressions de postes dans le monde.

21 personnes décèdent après avoir bu de l'alcool frelaté en Inde

Au moins 21 personnes sont mortes et 10 autres ont été hospitalisées dans l'Etat indien du Penjab (nord-ouest) après avoir bu de l'alcool frelaté, ont annoncé mardi les autorités locales. "Une enquête est en cours pour éclaircir les circonstances de l'incident", a indiqué la police locale, précisant que neuf personnes, dont plusieurs distributeurs de la boisson suspecte, ont été interpellées. Des centaines de personnes meurent en Inde chaque année après avoir ingurgité de l'alcool bon marché, souvent allongé de méthanol pur, fabriqué dans des distilleries clandestines. Le dernier incident en date s'est produit lundi soir dans cinq villages du district d'Amritsar. En 2024, 53 personnes sont mortes après avoir bu de l'alcool frelaté dans l'Etat du Tamil Nadu (sud).

Les pluies orageuses continueront d'affecter plusieurs wilayas aujourd'hui et demain

Les pluies, parfois sous forme d'averses orageuses et accompagnées de chutes de grêle, avec des rafales de vent sous orages, continueront d'affecter, mercredi et jeudi, plusieurs wilayas du pays, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Placé en vigilance "Orange", ce BMS concerne les wilayas de Sidi Bel-Abbès, Saida, Tiaret, Mascara, Relizane et Mostaganem, où les quantités de pluie oscilleront entre 20 et 40 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 40 mm durant la validité de ce BMS et ce, durant le mercredi de 06h00 à 21h00, précise la



même source. Sont également concernées par ces prévisions, les wilayas de Tissemsilt, Chlef, Aïn Defla, Médéa, Blida, Tipaza, Alger, Boumerdès, Tizi-Ouzou et Bouira, avec des quantités d'averses comprises entre 40 et 60 mm, pouvant atteindre ou

dépasser localement 90 mm et ce, du mercredi à 09h00 au jeudi à 15h00. A Laghouat, Djelfa et M'Sila, les quantités de pluies attendues se situent entre 20 et 40 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm, et ce, durant la journée du mercredi de 12h00 à 23h00. Le BMS concerne, en outre, les wilayas de Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El-Tarf, Bordj Bou Arréridj, Sétif, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, Batna et Oum El Bouaghi, et ce, du mercredi à 15h00 au jeudi à 23h00, avec des quantités estimées entre 40 et 60 mm et pouvant atteindre ou dépasser localement 90 mm.

41 morts et 1 584 blessés sur les routes en une semaine



Quarante-et-une (41) personnes sont décédées et 1584 autres ont été blessées dans 1356 accidents de la route, survenus du 04 au 10 mai à travers le pays, a indiqué mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Aïn Defla avec trois (03) morts et 45 blessés, dans 31 accidents de la route, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 709 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (80 incendies), Oran (53) et Blida (45). Durant la même période, les unités de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 451 personnes en situation de danger et à l'exécution de 6581 opérations d'assistance diverses, conclut le communiqué.

Saisie de plus de 500 kg de cannabis à Sidi Bel Abbès : 4 accusés placés en détention provisoire

Le juge d'instruction près le pôle pénal spécialisé d'Oran a ordonné, lundi, le placement de quatre (4) accusés en détention provisoire, dans l'affaire liée à la saisie de plus de 500kg de cannabis à Sidi Bel Abbès, a indiqué un communiqué du procureur de la République près le même tribunal. "En application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le procureur de la République près le pôle pénal spéciali-



se du tribunal d'Oran tient à informer que dans le cadre de la lutte contre les crimes de drogue, de psychotropes et de blanchiment de leurs revenus criminels, et après parachèvement

des procédures légales, la Brigade de recherche et d'investigation (BRI) relevant de la sûreté de wilaya de Mascara a procédé, en date du 04 mai 2025, à la saisie de 511 kg de cannabis à bord d'un camion dans la commune de Sfisef (Sidi Bel Abbès)", précise le communiqué. "Dans le cadre de la poursuite de l'enquête préliminaire, il a été procédé à la saisie de cinq (5) véhicules de différentes marques,

outre le camion à bord duquel a été transportée la drogue ainsi qu'à l'arrestation de 4 individus répondants aux initiales (B.N), (A.F), (B.T) et (Y.Y), qui ont été présentés, le 12 mai 2025 devant le juge d'instruction pour les chefs d'inculpation de "importation, détention, transport, stockage et possession de drogue aux fins de trafic dans le cadre d'un groupe criminel organisé, contrebande avec à un degré de danger menaçant la santé publique et blanchiment d'argent", ajoute la même source. "Après avoir auditionné les mis en cause, le juge d'instruction a ordonné leur placement en détention provisoire", conclut la même source.

Migration clandestine : un mort et 192 personnes secourues dans la Manche

Une personne est décédée et 192 autres ont été secourues dans la nuit de dimanche à lundi, suite à un naufrage, au large de la France, alors qu'ils tentaient de traverser clandestinement la Manche, ont indiqué les autorités locales. Le naufrage s'est produit au large d'Hardelot, près de Boulogne-sur-Mer (nord). Le canot s'est disloqué "suite à la perte du tableau arrière où était fixé le moteur", a précisé la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord (Premar) dans un communiqué. Treize migrants ont d'abord été secourus par un patrouilleur, dont une personne déclarée décédée, puis les autres passagers ont été récupérés par un remorqueur de sauvetage. Soixante-huit personnes ont été secourues lors de cette opération, dont certaines victimes de brûlures et d'hypothermie, ont ajouté les mêmes sources, qui ont fait état de six blessés. En l'espace de 24 heures, dimanche et lundi matin, 192 personnes au total ont été secourues dans la Manche, sur ce canot et trois autres, selon la Premar. Sur l'une de ces embarcations qui était "surchargée", une partie des passagers a demandé assistance et certains se sont jetés à la mer. Quarante-cinq personnes, dont "plusieurs blessés", ont été ramenées à terre, les autres passagers poursuivant leur route vers l'Angleterre. En incluant la personne décédée lundi, au moins onze migrants sont morts depuis début 2025 en essayant de rejoindre l'Angleterre à bord de "small boats", ces embarcations clandestines précaires souvent surchargées.

EXPRESS- HISTORIQUE

Le renard et le bûcheron (21)



Puisque tu affirmes n'avoir point aperçu le renard, il faut en conclure, qu'il n'est nullement en ces lieux !

Mais le bûcheron, animé d'une perfidie sournoise, ne cessait d'insister du regard en direction de la cabane, trahissant par ses yeux la cachette du renard qu'il s'appropriait à livrer au chasseur.

La pauvre Créature, saisie d'effroi, sentit le poids amer de la trahison lui étreindre le cœur ...

traître de bûcheron !!

à suivre

MISE

AUX POINGS

«On est une des meilleures équipes d'Afrique, on veut aller pour remporter cette Coupe d'Afrique, et aussi, on a à cœur de se qualifier pour la Coupe du Monde, parce que ça fait deux éditions que l'Algérie n'y est pas»

L'attaquant international algérien de l'Olympique Marseille, Amine Gouiri,



UN RÉSEAU DE TRAFIC DE DROGUE DÉMANTELÉ EN ESPAGNE

Le Maroc pointé du doigt

Une nouvelle opération de la Garde civile espagnole met à nu l'ampleur du trafic de haschisch en provenance du Maroc, accompagné d'un vaste système de blanchiment d'argent. Huit personnes ont été arrêtées à Melilla et Malaga, confirmant la centralité du royaume Marocain dans l'approvisionnement du marché européen.

C'est un nouveau coup dur porté aux narcotrafiants par les autorités espagnoles. Un réseau criminel transfrontalier, spécialisé dans le trafic de haschisch et le blanchiment d'argent, a été démantelé par la Garde civile lors d'une vaste opération menée simultanément à Melilla et Malaga. Ce réseau, lié directement à la contrebande de drogue en provenance du Maroc, a été complètement démantelé, avec l'arrestation de huit personnes, la saisie de 1 500 kg de haschisch, 350 000 euros en liquide, et le gel d'actifs financiers et matériels dépassant 1,6 million d'euros. Les membres de l'organisation criminelle acheminaient le haschisch par voie maritime depuis les côtes marocaines jusqu'à la péninsule ibérique, où la marchandise était ensuite écoulée dans les principales villes espagnoles. Des surveillances menées à Almeria ont permis aux enquêteurs de localiser une cargaison importante, confirmant une fois de plus le rôle du royaume du Maroc comme principal point d'origine du trafic.

DES FONDS BLANCHIS DANS LE COMMERCE

Le réseau ne se contentait pas d'importer la drogue : il s'était également doté d'un système sophistiqué de blanchiment. À Melilla, plusieurs femmes dirigeaient la branche financière de l'organisation, dissi-



mulant les revenus issus du trafic via un restaurant servant de façade. Les sommes transitant sur divers comptes bancaires servaient à acheter biens immobiliers et véhicules, masquant ainsi l'origine illicite des fonds. L'enquête a révélé un usage stratégique des circuits financiers classiques pour rendre légal l'argent de la drogue. Douze propriétés, treize véhicules et plus de 250.000 euros déposés sur des comptes ont été gelés, preuve que les autorités ont réussi à remonter l'ensemble de la chaîne criminelle.

LE MAROC, ACTEUR PASSIF OU COMPLICE ?

Derrière ce réseau, un constat : le Maroc continue de jouer un rôle prépondérant dans la production et l'exportation de haschisch vers l'Europe. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) le classe comme premier producteur mondial de résine de cannabis, avec une production estimée à plus de

700 tonnes par an. Malgré les déclarations officielles et les tentatives de légalisation partielle de l'usage du cannabis, peu de résultats concrets sont visibles en matière de lutte contre les grandes filières de trafic. Nombre d'observateurs pointent un laxisme préoccupant de la part des autorités marocaines, accusées de fermer les yeux sur une économie parallèle dont les ramifications nourrissent une corruption locale et alimentent les caisses de certains groupes bien implantés. La répétition des saisies et démantèlements côté espagnol ne semble pas freiner l'activité du côté marocain, qui reste le maillon faible dans la chaîne de coopération internationale contre la drogue. Jusqu'à quand l'Espagne devra-t-elle faire seule le ménage dans une affaire où le Maroc reste à la fois source, transit et silence ?

Mohamed Amine Toumiat

ORAN

Départ du premier groupe de pèlerins vers les Lieux Saints

Le premier groupe de pèlerins a quitté, mardi, l'aéroport international d'Oran "Ahmed Ben Bella" à destination des Lieux Saints dans le cadre de la saison Hadj 1446h-2025. Le vol a transporté environ 250 pèlerins, originaires des wilayas de l'Ouest du pays, à bord d'un avion de la compagnie nationale Air Algérie à destination de l'aéroport de Médine en Arabie saoudite. Trois membres de la délégation locale du Hadj accompagnaient également le groupe. Le wali d'Oran, Samir Chibani, a supervisé le départ de ce premier groupe de pèlerins, saisissant l'occasion pour les inviter à être des ambassadeurs de l'Algérie. Des pèlerins ont exprimé à l'APS leur joie de pouvoir accomplir le cinquième pilier de l'islam. L'aéroport international d'Oran a mis en place plusieurs mesures pour assurer la meilleure prise en charge possible des pèlerins, telles que des couloirs prioritaires pour les personnes âgées et celles à besoins spécifiques, un renforcement du nombre de guichets d'enregistrement, des navettes entre la salle d'attente et l'avion, un parking de 1.000 places, ainsi qu'un espace dédié aux familles des pèlerins, entre autres dispositions. Pour rappel, 21 vols sont programmés à partir de l'aéroport international d'Oran "Ahmed Ben Bella" pour transporter environ 6.000 pèlerins issus de différentes wilayas de l'Ouest du pays.

R. R.

BMS

Des vents forts à partir d'aujourd'hui sur plusieurs wilayas du sud du pays

Des vents forts, parfois en rafales avec de fréquents soulèvements de sable, souffleront de mercredi à jeudi sur plusieurs wilayas du sud du pays, selon un bulletin spécial (BMS) émis, mardi, par l'Office national de météorologie. De niveau de vigilance "Orange", ce BMS concerne les wilayas de Timimoun, le nord d'In Salah, El Meniaa, Ghardaïa, Ouargla, Touggourt et El Oued avec une vitesse du vent oscillant entre 60 et 70 Km/h, atteignant ou dépassant parfois 80 Km/h en rafales avec de fréquents soulèvements de sable réduisant fortement la visibilité et ce, de mercredi à 9h à jeudi à 3h. Ces vents affecteront, également, les wilayas de Béchar, Naâma, El Bayadh, Laghouat, Djelfa, Ouled Djellal, El M'Ghair et Biskra, avec une direction nord-ouest et une vitesse atteignant ou dépassant parfois 80/90 km/h en rafales, et ce de mercredi à 12h à jeudi à 12h.

SOUS-RIRE

Chaque année, 14 millions de climatiseurs sont vendus en Inde
Un chiffre impressionnant qui reste pourtant insuffisant face à la demande croissante.



CONSACRÉES AUX VENTES D'ARMES À L'ENTITÉ SIONISTE

La justice britannique entame les audiences

La Haute Cour de Londres a ouvert hier une audience de quatre jours pour examiner un recours engagé par des organisations de défense des droits humains contre le gouvernement britannique, accusé de violer le droit international en autorisant l'exportation de composants militaires utilisés par l'entité sioniste dans son agression contre la bande de Ghaza depuis le 7 octobre 2023. L'action est menée par l'ONG palestinienne Al-Haq avec le soutien d'Amnesty International, Human Rights Watch, Oxfam et du réseau juridique Global Legal Action Network (GLAN). Elle vise à bloquer l'exportation de pièces produites au Royaume-Uni pour les chasseurs F-35 de Lockheed Martin, régulièrement utilisés dans les bombardements sur Ghaza. Les composants concernés incluent, entre autres, les perches de ravitaillement en vol, les systèmes de ciblage laser, les turbines de propulsion, les sièges éjectables, le fuselage arrière et les pneus. Pour les plaignants, permettre ces livraisons revient à rendre Londres complice des crimes de guerre commis contre les civils palestiniens. "Le Royaume-Uni manque à son obligation légale d'empêcher un génocide", accuse Amnesty, dénonçant le soutien logistique apporté à une armée accusée de cibler délibérément des infrastructures civiles et des zones densément peuplées. Selon l'avocate Charlotte Andrews-Briscoe, représentante de GLAN, "le gouvernement britannique a expressément dérogé à sa propre législation nationale afin de continuer à armer l'entité sioniste", soulignant que les F-35 équipés de composants britanniques ont été utilisés pour larguer des bombes de plusieurs tonnes sur Ghaza. Al-Haq évoque, pour sa part, une "complicité directe" du Royaume-Uni dans l'agression en cours, alors que le bilan humain et matériel continue de s'alourdir dramatiquement sur le terrain. Ce recours judiciaire s'inscrit dans un contexte d'indignation croissante face au soutien militaire des puissances occidentales à l'entité sioniste, en dépit de la multiplication des alertes d'ONG sur de possibles violations graves du droit international humanitaire. En septembre dernier, le gouvernement britannique avait pourtant suspendu une trentaine de licences d'exportation d'armes vers l'entité sioniste sur un total de 350, évoquant un "risque" qu'elles soient utilisées illégalement à Ghaza. Une mesure jugée largement insuffisante par les organisations requérantes. La décision de la Haute Cour n'est pas attendue à l'issue immédiate de ces quatre jours d'audience, mais l'enjeu est de taille. Si la justice reconnaît que le Royaume-Uni a failli à ses obligations internationales, cela pourrait contraindre le gouvernement à revoir sa politique d'exportation d'armements, voire ouvrir la voie à d'autres actions judiciaires similaires en Europe et ailleurs. Alors que les avions de chasse F-35 continuent de survoler la bande de Ghaza, l'affaire qui se joue à Londres cristallise les tensions autour de la responsabilité des États fournisseurs d'armes dans les conflits armés. Elle pourrait constituer un précédent majeur pour la reconnaissance juridique de la complicité dans des crimes internationaux à travers les chaînes de production et de fourniture militaires.

M. Seghilani